



TUNIS
TUNISIE

**DIAGNOSTIC DE
DURABILITÉ DU SYSTÈME
ALIMENTAIRE**

Juin 2023

Rédigé par Let's Food

CONTEXTE ET OBJECTIFS

CONTEXTE

- Dans un monde aux ressources limitées et à la population en constante augmentation, l'alimentation est un enjeu essentiel. La transition vers des pratiques agricoles et alimentaires plus durables et équitables - indispensable pour la préservation de la biodiversité et l'adaptation au réchauffement climatique - doit être envisagée à la fois localement et globalement. Renforcer la durabilité alimentaire est un défi qui doit être abordé de manière systémique, en prenant en compte tous les acteurs et composantes des systèmes alimentaires. Les autorités locales et les gouvernements doivent s'emparer de cette transition pour construire des territoires producteurs d'aliments avec les acteurs du système alimentaire et ainsi garantir l'accès de tous à une alimentation de qualité.
- Bien que les villes du monde entier commencent progressivement à se saisir de la question alimentaire et communiquent de plus en plus sur les actions publiques, privées ou associatives en cours, il existe encore peu d'informations sur les politiques publiques et les initiatives locales en faveur de systèmes alimentaires durables dans les villes méditerranéennes.

LET'S FOOD

- Let's Food est une association française qui a pour objectif de soutenir les territoires dans la construction de systèmes alimentaires durables et résilients grâce à la coopération territoriale et à l'échange de bonnes pratiques aux niveaux local, national et international.
- L'association poursuit trois objectifs spécifiques :
 - Soutenir le développement de politiques alimentaires locales durables en France et dans le monde entier.
 - Promouvoir et mettre en œuvre le partage de connaissances et d'initiatives entre les différents acteurs du système alimentaire afin d'accélérer la transition alimentaire et agroécologique à l'échelle mondiale.
 - Sensibiliser et former sur les systèmes alimentaires territoriaux durables afin de renforcer les compétences nécessaires à la mise en place de politiques alimentaires durables.

MÉTHODOLOGIE DE DIAGNOSTIC DE DURABILITÉ D'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE

L'association française Let's Food a développé une méthodologie pour analyser la durabilité d'un système alimentaire. Celle-ci s'appuie sur la définition de Nicolas Bricas, construite à partir des définitions proposées par la FAO, Bioversity International et IPES Food (2015) :

"Les systèmes alimentaires durables :

- Protègent l'environnement sans épuiser les ressources non renouvelables et la biodiversité, et sans polluer ;
- Assurent à tous l'accès à une alimentation suffisante, sûre, nutritive et culturellement acceptable ;
- Reposent sur un système économique inclusif qui crée des emplois pour tous et réduit les inégalités de pouvoir pour une répartition équitable de la valeur ajoutée ;
- Favorisent la cohésion sociale et le respect de la diversité ;
- Rétablissent la confiance dans le système et permettent aux citoyens de participer à son évolution."

La méthodologie proposée vise à analyser les liens au sein de la chaîne de valeur à la lumière des dimensions du développement durable afin d'identifier les principaux défis.

ÉVALUATION DES INITIATIVES ALIMENTAIRES

L'évaluation des initiatives a pour objectifs de :

- Évaluer l'impact de l'initiative sur les enjeux de durabilité prioritaires du système alimentaire ;
- Déterminer la capacité de réplcation des initiatives ainsi que les conditions nécessaires à leur réplcation ;
- Identifier les facteurs de succès et les axes d'amélioration.

La méthodologie proposée repose sur deux méthodologies de référence :

- Le "Guide d'évaluation de l'impact des projets alimentaires Syanlinnov", réalisé par Montpellier SupAgro, AOCConsulting et la Fondation Carasso.
- La méthode d'analyse participative mise en œuvre par le projet URBAL (Urban-Driven Innovations for Sustainable Food Systems), développée par le CIRAD, Montpellier SupAgro, l'Université Wilfrid Laurier, Esta et la Chaire UNESCO Alimentation du Monde.

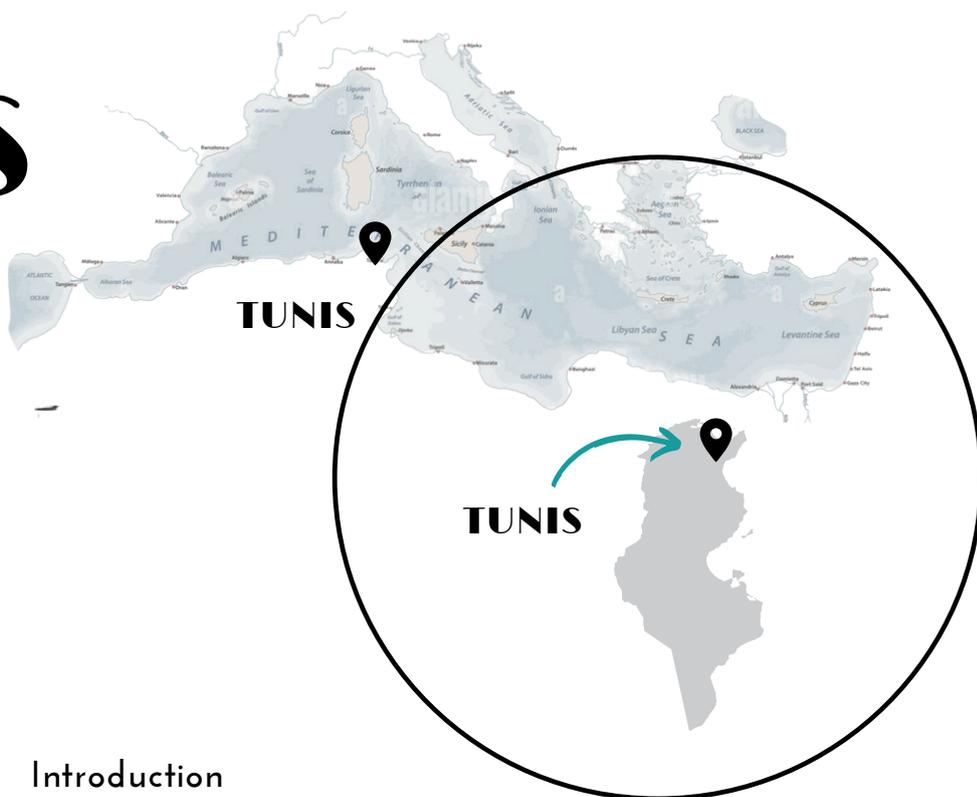
TUNIS

TUNISIE

- 163 610 km² pour 12,26 millions d'habitants (2021)
- République présidentielle
- Président : Kaïs Saïed (élu en 2019)

TUNIS

- Grand Tunis : Composé des Gouvernorat de Tunis, de l'Ariana, de Ben Arous et de Manouba
- Gouvernorat de Tunis : Composé de 8 municipalité dont la Municipalité de Tunis
- Municipalité de Tunis : 638 845 (2014 sur 212 km²)
- Maire : Souad Abderrahim (élue en 2018 - Conseil Municipal dissous en mars 2023 sur demande du Président)



Introduction

Située au Nord de la Tunisie au bord de la mer Méditerranée, Tunis est la capitale du pays et accueille 23% de la population nationale (zone du Grand Tunis). La commune urbaine de Tunis abrite 638 845 habitants, soit 6% de la population de Tunisie. L'agriculture occupe une place importante dans l'économie du pays (10% du PIB) malgré un territoire occupé à hauteur de 33% à 40% par le désert du Sahara. Depuis le printemps arabe de 2011, la Tunisie traverse une période d'instabilité politique profonde, associée à une grave crise économique (dette supérieure à 100% du PIB, croissance ralentie et taux de chômage grandissant).

I. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

- 63% de la population tunisienne était en surpoids dont 27% en situation d'obésité (2017)
- 8 % des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance (2015)
- 5,3% de la population de Tunis vit sous le seuil de pauvreté (2015)
- Les prix alimentaires ont augmenté de 15,6% entre février 2022 et février 2023
- 63,6% des besoins en céréales des Tunisiens provient des importations (2021)

Une triple charge nutritionnelle

En Tunisie et tout particulièrement à Tunis, la situation de santé publique est paradoxale, caractéristique de la transition nutritionnelle en cours :

- Surpoids et obésité : En 2016, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé, 63% de la population tunisienne était en surpoids dont 27% en situation d'obésité. Cet enjeu touche également les plus jeunes : en 2018, 17,3% des enfants de moins de 5 ans et 25% des adolescents étaient en surpoids ou obèses. Cela entraîne une augmentation du diabète de type 2 : en 2016, 12% des Tunisiens de plus de 15 ans sont concernés (56).
- Malnutrition par carence : le manque d'accès à une alimentation suffisamment diversifiée dès le plus jeune âge entraîne des retards de croissance pour 8% des enfants de moins de 5 ans en Tunisie. Dans certaines tranches de la population, ce taux monte à 15 voire 18% (51).
- Malnutrition par déficience en micronutriments : On constate des carences en fer, vitamine D et vitamine A chez les plus jeunes et chez les femmes. À certains niveaux, ces carences peuvent entraîner des problèmes de santé critiques (cécité, faiblesse osseuse, baisse du système immunitaire, etc.) (51)



**JALILA
ELATI**

"Le principal vecteur d'insécurité alimentaire à Tunis est le manque de revenu suffisant. Faire des choix éclairés est devenu un luxe, le critère n°1 est le prix. Avant 2022, on avait une classe moyenne qui vivait à peu près bien, aujourd'hui les inégalités se creusent et la classe moyenne vit de plus en plus difficilement."

Jalila Elati, Cheffe de Service "Etudes et Planification", Institut National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire.

"En périphérie de Tunis, il existe certains quartiers très pauvres, où le taux de chômage est élevé. Il s'agit d'anciens quartiers industriels délaissés par les entreprises qui ont préféré délocaliser leur production à l'étranger. Cette zone, que j'appelle la « ceinture noire » est oubliée du gouvernement. Ces personnes sont parfois dans des situations alimentaires très alarmantes."

Jalila Elati, Cheffe de Service "Etudes et Planification", Institut National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire.

Différents facteurs peuvent influencer la sécurité alimentaire et la santé des habitants de Tirana : accessibilité économique à des produits frais, niveau de sensibilisation et choix alimentaires qui suivent les recommandations nutritionnelles, disponibilité et stabilité de l'offre alimentaire, accès physique et répartition de l'offre alimentaire sur le territoire et enfin la sécurité sanitaire des aliments.

Un accès à l'alimentation dégradé par la crise inflationniste

En Tunisie, alors que le taux de pauvreté est en diminution progressive depuis les années 2000, la tendance s'inverse depuis la crise sanitaire de la COVID19 : 15,2% en 2015 pour 13,9% en 2019 et 16,1% en 2021. Le Grand Tunis fait partie des zones les moins touchées par la pauvreté : en 2015, 5,3% de la population vivait sous le seuil de pauvreté et seulement 0,3% en situation de pauvreté extrême. Cependant, cela ne doit pas cacher d'importantes inégalités de revenus selon les communes : lorsque le Nord et l'Est du Gouvernorats présentent des taux de pauvreté inférieurs à 2% (La Goulette, Carthage, Cité El Khadra ou encore La Marsa), le Sud et l'Ouest du territoire sont marqués par une pauvreté grandissante (par exemple, la délégation de Tebourba où le taux de pauvreté atteint 15,2%) (57).

Du fait des tensions internationales sur l'énergie et l'alimentation et du réchauffement climatique qui impacte les rendements agricoles en Tunisie, les prix alimentaires ont augmenté de 15,6% entre février 2022 et février 2023. Les denrées les plus touchées par l'augmentation sont les œufs (+32%), la viande ovine (29,9%) et bovine (22,9%), la volaille (25,3%), les huiles alimentaires (24,6%). Le prix des légumes frais a augmenté de 9,8% et des fruits de 14,2% (58). Les prix des produits transformés issus des grands groupes de l'industrie agroalimentaire ont également augmenté mais dans une moindre mesure (51).

Cette vulnérabilité est d'autant plus importante que, selon la FAO, en 2021, 63,6% des besoins en céréales des Tunisiens étaient issus de l'importation et 46% du blé importé provenait d'Ukraine (59). La dépendance du pays et du territoire tunisois aux importations et aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux impacte ainsi directement la sécurité alimentaire des tunisiens.

En Tunisie, en 2022, 2,4 millions de personnes n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine, soit 20 % de la population (3). Le critère du prix devient alors le premier critère de choix alimentaire, au détriment de la diversité. Les consommateurs se dirigent alors vers des produits riches en calories mais pauvres en nutriments (pain blanc, produits transformés, etc.) entraînant une augmentation de la prévalence des carences et maladies non transmissibles (51).

Quelques initiatives ont émergé ces dernières années afin de faciliter l'accès des ménages à une alimentation suffisante, diversifiée et saine. L'État tunisien subventionne doublement le pain (au niveau de la production ou l'importation de céréales et au niveau de la vente de la farine aux boulangers) afin de le proposer à des prix bas et accessibles à tous les tunisiens, qui en consomment entre 55 et 70 kg/an/personne. Cependant, de nombreux médecins et nutritionnistes ont identifié un taux de sel trop élevé dans le pain subventionné, impactant la santé des consommateurs (42). Par ailleurs, il semble aujourd'hui nécessaire de revoir le mécanisme de subventionnement afin de l'ouvrir à des produits alimentaires diversifiés bénéfiques à la santé (51).

L'association "Banque Alimentaire durable de Tunisie", créée à l'occasion de la crise sanitaire, redistribue ponctuellement des denrées alimentaires gratuitement aux populations précaires. Elle ne semble cependant plus active depuis 2022. Créée en 2015, l'association "Un repas pour chaque Tunisien" organise également des distributions alimentaires, notamment lors des périodes de fêtes comme le ramadan. Malgré tout, il n'existe pas de réglementation incitant le don alimentaire ni de dispositif d'aide alimentaire structuré et soutenu par l'État qui pourrait permettre de répondre à l'urgence alimentaire de certaines familles de façon régulière et stable (54) (23). Différents projets portés par la Municipalité, les organisations internationales comme la société civile visent à encourager la production potagère individuelle afin d'assurer un accès pour tous aux fruits et légumes frais toute l'année. Des petites fermes de permaculture voient le jour et certaines se maintiennent. Des jardins de quartiers gérés par les syndicats sont présents sporadiquement et plusieurs ménages pratiquent le compostage individuel d'après le bilan de la concertation citoyenne menée par la municipalité de Tunis en 2021 (40).



RAOUDHA
KHALDI

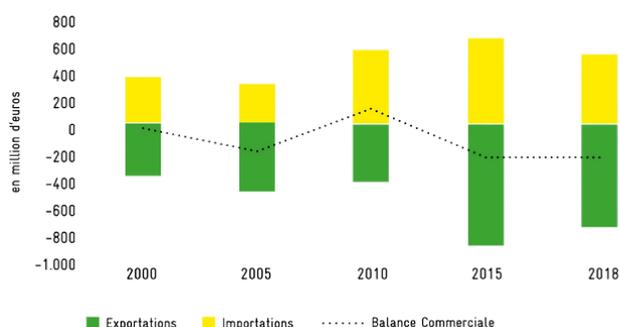
"Le problème majeur en Tunisie demeure l'accès aux aliments qui s'amplifie d'années en années. Les prix ont connu une hausse vertigineuse depuis 2022. Il est de plus en plus difficile pour les populations vulnérables, voire même les classes moyennes d'acheter au moins des fruits et légumes. La situation risque aussi d'empirer au niveau des disponibilités, du fait des sécheresses et des restrictions d'utilisation de l'eau en agriculture pour les cultures trop gourmandes en eau et on sera encore plus dépendants des importations surtout en céréales. L'absence d'une réelle politique de sécurité alimentaire avec une vision claire et prospective et la poursuite des stratégies sectorielles, peu cohérentes et inclusive (à l'échelle régionale et locale), ne peut qu'entraver la situation."

Raoudha Khaldi, consultante indépendante, anciennement directrice de recherche et Professeure à l'INRA de Tunisie.

Une dépendance accrue aux importations renforcée par le réchauffement climatique

Depuis 5 ans, la Tunisie est touchée par des sécheresses consécutives, menaçant la production agricole, de plus en plus dépendante de l'irrigation. En mars 2023, face à une sécheresse hivernale sans précédent, le Ministère de l'Agriculture a interdit l'utilisation d'eau potable dans l'irrigation agricole et des espaces verts jusqu'à septembre 2023. L'Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche projette une production de céréales de l'ordre de 2 millions de quintaux, soit moins d'un tiers de l'année dernière (60). Par ailleurs, face au manque de précipitation et au niveau alarmant des nappes et barrages, certains gouvernorats ont restreint la production de certaines cultures (notamment fruits et légumes) trop demandeuses en haut. Par exemple, le Gouvernorat de Zagora a limité la production de pastèque à 1 ha par exploitation agricole en 2022. Le réchauffement climatique entraîne une baisse des rendements et ainsi une hausse de la dépendance aux importations et donc aux fluctuations de prix associées (61).

Échanges agricoles entre la Tunisie et l'Union européenne
Source : GLZ depuis Eurostat



Une occidentalisation des habitudes alimentaires, notamment des jeunes

Le régime alimentaire traditionnel tunisien est de type méditerranéen. Il se caractérise par une consommation abondante de produits céréaliers (pâtes, pain), de fruits et de légumes (tomates, courgettes, aubergines, poivrons), une consommation quotidienne de légumineuses, de noix et de graines. La consommation de protéines animales est traditionnellement limitée (6). Cependant, depuis quelques années, on observe un bouleversement de ce régime alimentaire avec une augmentation de la consommation de produits d'origine animale (viandes, poissons) et des aliments transformés sucrés notamment à cause du marketing occidental et du changement des rythmes de vie (7). À Tunis, les jeunes en particulier ont un régime alimentaire de plus en plus calorique notamment à cause de l'omniprésence des fast-food et d'un désintérêt croissant pour la cuisine (49). Cet apport calorique contribue à la hausse de l'obésité et du surpoids en Tunisie.

Une offre alimentaire dense mais insuffisamment diversifiée

Les Tunisois bénéficient d'une offre alimentaire dense et suffisamment bien répartie sur l'ensemble du territoire. Il existe différents types de canaux de distribution :

- **Les marchés municipaux** : Tunis dispose de 4 grands marchés municipaux et 22 marchés de détail (marchés municipaux plus petits, se concentrant essentiellement sur de la vente de produits alimentaires) répartis sur les 14 arrondissements (2).
- **Les épiceries de quartiers** : la Tunisie compte près de 250 000 épiceries de quartiers. Il s'agit des lieux d'achat privilégiés des Tunisiens : 81% des Tunisiens disent fréquenter ces points de vente (39) (43).
- **La grande et moyenne distribution** (supérettes et grandes surfaces) : En 2020, le chiffre d'affaires du secteur de la grande distribution de la vente alimentaire au détail a atteint environ 2 milliards USD en 2020. La grande distribution représente un cinquième des ventes au détail totales (43). Ces canaux de distribution modernes se sont rapidement développés au cours de la dernière décennie, notamment grâce à des joint-ventures avec des investisseurs étrangers (principalement français). Le nombre de grandes surfaces a augmenté de 200 en 2010 à 655 en 2020 en Tunisie (43). Ils sont fréquentés régulièrement par 51% des Tunisiens (39).

Cependant, dans certains quartiers on observe une surabondance d'établissements de restauration rapide au détriment des épiceries de produits frais (51).

II. Durabilité économique

- En Tunisie, le secteur agricole génère 10,4 % du PIB national et 15 % des emplois (2018)
- Le Gouvernorat de Tunis bénéficie de 8 000 ha de terres agricoles (2018)
- En Tunisie, on estime que 80 % des agriculteurs ont moins de 10 hectares (2019)
- Le port de Radès centralise 23,5% des échanges de marchandises sortant et entrant de Tunisie



RAOUDHA
KHALDI

"La petite agriculture tunisienne ne pourra pas se maintenir économiquement face à l'augmentation des coûts de production (énergie, semences, produits de traitement, aliments du bétail,...) dont une grande partie est importée. Les changements de pratiques agricoles observés chez cette catégorie d'agriculteurs, pour réduire les coûts, ne font que réduire leurs productivités et par là même leurs revenus, alors que les bénéfices et les marges se créent aux niveaux des autres maillons des chaînes de valeurs, notamment la distribution, surtout en présence d'un circuit informel de plus en plus pesant sur le marché."

Raoudha Khaldi, consultante indépendante, anciennement directrice de recherche et Professeure à l'INRA de Tunisie.

Une majorité de petits producteurs peu soutenus face au changement climatique et à l'augmentation du prix des intrants

En Tunisie, en 2018, le secteur agricole générait 10,4 % du PIB national et assurait 15 % des emplois. Les principales productions agricoles du pays sont les céréales (blé et orge), les olives, les dattes et les agrumes pour les productions végétales et les ovins pour les productions animales. La filière oléicole et la filière phoenicicole (dattes) sont en grande partie tournées vers l'exportation (44).

L'agriculture dans le gouvernorat de Tunis représente 8 000 ha. De par ses différentes activités (végétale, animale, pêche) et sa richesse en forêts et réserves naturelles, l'agriculture périurbaine dans le gouvernorat de Tunis exerce des fonctions économique, environnementale et sociale et représente une ceinture verte pour la cité. Comme à l'échelle nationale, elle est majoritairement représentée par des petites exploitations vivrières qui produisent essentiellement pour leur propre consommation et vendent les surplus au travers de circuits majoritairement informels. À titre indicatif, en Tunisie, on estime que 80 % des agriculteurs ont moins de 10 hectares et 80 % d'entre eux ont moins de 5 hectares (39).

Aujourd'hui, le maintien de l'agriculture dans le Gouvernorat de Tunis fait face à de nombreux défis :

- Accès difficile au crédit : la difficulté d'accès au crédit est liée à la complexité du système de financement de l'agriculture qui fait intervenir une multitude d'agents, mais aussi aux conditions de garantie matérielle et réelle et de rentabilité exigées par les banques. Ces exploitants ne répondent pas aux critères d'éligibilité et sont, de ce fait, exclus du financement bancaire. Par ailleurs, les taux d'intérêt proposés sont relativement hauts (de l'ordre de 12% en 2020). Ainsi, seuls les grands producteurs qui bénéficient de capitaux importants ont accès aux crédits bancaires pour développer leur activité (45).
- Manque de soutien de l'État : Le soutien de l'État à l'agriculture en Tunisie a sensiblement diminué ces dernières années. Les transferts totaux liés aux politiques agricoles représentaient 38,8 % du PIB agricole en 2015, contre 53% en 2010. Par ailleurs, l'essentiel du soutien se fait sous la forme de soutien financier pour atteindre les prix du marché. Il n'existe aucune aide ciblée spécifiquement pour les producteurs à faible revenu ou les jeunes agriculteurs.
- Pression foncière due à l'urbanisation : La proximité avec la capitale entraîne une diminution du foncier agricole disponible et une augmentation des prix qui rend difficile les nouvelles installations. À titre indicatif, en 2008 (aucun chiffre récent n'a été trouvé), dans la périphérie de Tunis les prix des terres agricoles se situaient entre 40 et 100 000 DT par hectare, alors qu'elle ne dépassait pas les 10 000 DT loin de l'emprise de la ville pour les meilleures terres agricoles (62).
- Manque de vocation des jeunes : Le métier d'agriculteur est de moins en moins attractif. Le gouvernorat de Tunis connaît un phénomène d'exode rural important et une diminution du nombre d'agriculteurs (49).
- Augmentation du coût des intrants, notamment de l'énergie : Au même titre que de nombreux pays dans le monde et notamment sur le pourtour méditerranéen, la Tunisie fait face depuis 2022 à une hausse du coût de l'énergie due à la guerre en Ukraine. Cette hausse impacte directement les producteurs qui voient leur coûts de production augmenter (49).
- Peu de regroupement en coopératives : Il existe très peu de coopératives agricoles en Tunisie. La fin des années 60 a été marquée par un changement politique radical, avec un État fortement dirigiste, forçant les agriculteurs à la collectivisation forcée. Depuis, un imaginaire négatif s'est construit sur la coopération et les agriculteurs sont encore aujourd'hui peu enclins à s'engager dans une société mutuelle de service agricole ou coopérative, alors que cela constitue une solution pertinente pour limiter les coûts de production et faciliter l'accès au marché (39).
- Changement climatique : Les petits producteurs du Gouvernorat de Tunis comme de l'ensemble du pays font également face aux conséquences du réchauffement climatique (baisse des précipitations, manque d'eau, etc.) qui impactent négativement leurs rendements agricoles (49).



**GHAZI
BOULILA**

"L'intermédiaire achète à l'agriculteur, vend et se fait la marge qu'il souhaite. L'agriculteur est payé selon un prix fixé par l'intermédiaire. Il a très peu de pouvoir de négociation face à ces acteurs qui bénéficient d'un certain monopole. D'autant plus que le producteur est souvent isolé et ne connaît pas les prix du marché, il peut se faire avoir facilement."

Ghazi Boulila, économiste, professeur à l'école supérieure de Tunis.



**JALILA
ELATI**

"Aujourd'hui certaines filières s'apparentent à de la contrebande. On a une « mafia » de la grande distribution qui décident des prix entre eux et qui les imposent au reste des acteurs de la chaîne. Le résultat est que le secteur informel commence à prendre le dessus sur le secteur formel."

Jalila Elati, Cheffe de Service "Études et Planification", Institut National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire.

L'ensemble de ces facteurs entraîne un abandon de l'activité agricole en périphérie de Tunis et dans l'ensemble du pays. Les producteurs émigrent vers Tunis pour trouver un emploi. La relève au sein du secteur agricole est très faible voire inexistante. On observe ainsi une baisse du nombre d'exploitation et un vieillissement de la population agricole (49).

Une transformation agroalimentaire représentée par l'industrie sur le Grand Tunis

Capitale du pays, Tunis abrite 15 des plus grandes industries agroalimentaires de Tunisie. Ces entreprises produisent notamment des huiles végétales (notamment olive), des produits à base de céréales (biscuits, snacks, etc.) ou encore des dattes conditionnées. Par exemple, "La Rose de sable" est l'entreprise agro-alimentaire avec les revenus les plus importants implantée à Tunis (environ 54,2 millions de USD) elle est leader dans la culture, l'emballage et l'exportation des dattes (32). Dans le Gouvernorat de Tunis, il existe très peu d'unités de transformation artisanale qui pourraient permettre aux producteurs d'ajouter de la valeur à leurs produits bruts (49).

Tunis, porte vers la méditerranée pour l'exportation

La ville de Tunis joue un rôle majeur dans l'exportation des produits agricoles du pays : elle centralise les ressources alimentaires pour ensuite les redistribuer sur l'ensemble du pays mais aussi à l'international (36). Cette fonction est notamment permise par le port de Radès, qui centralise 23,5% des échanges de marchandises sortant et entrant de Tunisie. Tunis accueille également les sièges des grandes entreprises d'import-export du pays telles que SODEX, STD ou encore la société internationale de Tunisie. Son rôle est d'autant plus important que plus de 90% du commerce extérieur de la Tunisie se fait par voie maritime (63).

Un accès au marché difficile pour les petits producteurs locaux alors contraints de passer par le circuit informel

Les petits producteurs rencontrent des difficultés à accéder aux marchés pour vendre leurs produits à des prix qui leur permettent de vivre de leur activité. En cause :

- L'importance des intermédiaires entre le producteur et le consommateur : Dans le système de distribution alimentaire tunisien, la valeur est inégalement répartie le long de la chaîne alimentaire. Il existe souvent de nombreux intermédiaires qui fixent le prix et réalisent des marges importantes. Le producteur individuel a un pouvoir de négociation limité face aux grossistes et intermédiaires. Par ailleurs, ils ne bénéficient pas d'une information suffisante sur les prix appliqués (23).
- L'obligation de passage par le marché de gros pour commercialiser ses produits sur l'espace public : Pour commercialiser leurs produits, les producteurs doivent passer par les marchés de gros (64). La production est alors vendue à des grossistes puis détaillants qui récupèrent également une marge importante qui se répercute sur le prix de revient du producteur et le prix auquel le consommateur achète le produit.
- Les petits volumes de production et l'absence de regroupement : Les petits producteurs ne produisent pas des volumes suffisants pour approvisionner la grande et moyenne distribution, qui est en mesure de s'approvisionner directement auprès des producteurs via ses centrales d'achats (65). Par ailleurs, en l'absence de regroupements ou coopératives, les producteurs seuls ne disposent pas des infrastructures nécessaires au stockage, à la logistique et à la vente pour commercialiser leurs produits au travers de circuits courts et de proximité.

Il existe très peu de circuits de commercialisation au bénéfice des petits producteurs. En conséquence, de nombreux agriculteurs se tournent vers la vente informelle de leurs produits afin d'espérer en tirer un prix convenable qui leur permette (vente en bord de route, à la ferme, via le bouche à oreille, etc.) (51).

III. Durabilité environnementale

- Le secteur agricole en Tunisie est responsable de 60 % de la perte en biodiversité terrestre et de 33 % de la dégradation des sols.
- Le secteur agricole en Tunisie contribue aux émissions totales de gaz à effet de serre à hauteur de 25%.
- La surface dédiée à l'agriculture biologique a augmenté de +54% en Tunisie entre 2015 et 2018.
- Un ménage tunisien gaspille l'équivalent de 17 Dinars par mois, soit 5 % des dépenses alimentaires du ménage.

Des systèmes de production agricole qui impactent les ressources naturelles

Dans le Gouvernorat de Tunis, l'agriculture est un des premiers contributeurs mais également une des premières victimes de la pollution des eaux. La pollution issue du drainage agricole et des effluents municipaux menace les écosystèmes côtiers et marins du pays. De ce fait, le golfe de Tunis a ainsi été identifié comme « le plus grand point noir de pollution » du pays (46). En cause, un réseau d'égouts et des infrastructures de traitement qui ne pouvaient plus faire face au volume d'eaux usées. Même traitées, du fait de la vétusté des infrastructures, les eaux usées sont difficilement utilisables pour l'agriculture car elles restent polluées. Appuyé par la Banque mondiale et cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), un projet d'assainissement de Tunis-Nord, clôturé en 2021, a permis la construction des conduites souterraines, de l'exutoire et d'un bassin de rétention des eaux usées (46).

Aujourd'hui le secteur agricole en Tunisie est responsable de 60 % de la perte en biodiversité terrestre et de 33 % de la dégradation des sols selon le PNUE (16). En 2017, en Tunisie, près de la moitié des productions agricoles sont réalisées sur des terres très peu fertiles et sensibles à l'érosion. Des études en 2011 ont montré que l'agriculture conventionnelle dominante faisait perdre au sol en moyenne 2 % de fertilité annuellement (66).

En 2012, le secteur agricole tunisien est un émetteur important de gaz à effet de serre (GES), totalisant plus de 11 millions de téq CO₂ d'émissions brutes. Il contribue au quart des émissions nationales brutes de GES, en seconde position derrière l'énergie (67).

Ceci s'explique par des pratiques agricoles intensives (surpâturage en zone aride ou semi-aride, monocultures d'oliviers en mode "dry farming", labour intensif, absence de couverts végétaux, etc.), un choix de variétés parfois inadapté (variétés d'oliviers productifs mais plus gourmandes en eau) ou encore par l'utilisation importante et croissante d'intrants chimiques (pesticides et fertilisants) (39). D'après l'Association tunisienne des permaculture, ces pratiques se retrouvent chez les grands exploitants agricoles mais également chez les petits producteurs vivriers. Il s'agit souvent d'un manque de connaissances et de compétences vis-à-vis de systèmes de production plus économes en eau et respectueux des sols et de la biodiversité. Il existe également très peu d'incitations financières en faveur d'une production à faible impact environnemental, ces produits étant souvent vendus au même titre que les produits issus de l'agriculture intensive qui a recours à des intrants chimiques (39).

L'essor de l'agriculture biologique... pour l'export

La Tunisie est le seul pays africain détenteur de la reconnaissance de l'équivalence de labellisation biologique avec l'Union européenne et la Suisse. Les produits de Tunisie labellisés "bio" peuvent ainsi être vendus sur les marchés européens au même titre que ceux produits en Europe. Cette reconnaissance encourage le pays à investir dans l'agriculture biologique notamment dans la production d'huile d'olive, de dattes, de légumes, de plantes aromatiques et médicinales et des vignes. En 2018, la Tunisie comptait 335 56 ha de surface agricole exploitée de façon biologique, dont 118 ha dans le Gouvernorat de Tunis (qui ne représente ainsi que 0,03% de la SAU bio du pays). La surface dédiée à l'agriculture biologique a augmenté de +54% en Tunisie entre 2015 et 2018. Néanmoins, l'essentiel de sa production est dédiée à l'exportation (80 %). En 2018, les produits biologiques représentaient 14% de la valeur totale des produits agroalimentaires exportés par la Tunisie (contre 4% en 2010). Elle ne profite pas à la population locale et ne participe pas à l'indépendance alimentaire du pays. La Tunisie est devenu le second pays africain exportateur de produits bio (68).

La Municipalité tente à son échelle d'encourager la transition vers des pratiques agricoles durables. En 2021, l'ensemble des agents d'entretien des espaces verts ont ainsi été formés à la permaculture par l'Association tunisienne de permaculture (50).

ADEL BETTAIEB

"Malgré nos compétences réduites sur l'agriculture, à la Mairie de Tunis nous essayons de contribuer à notre niveau au développement de l'agriculture durable. Nous avons formé tous nos agents d'entretien des parcs et espaces verts à la permaculture. Nous souhaitons également ouvrir une pépinière potagère municipale afin de pouvoir distribuer des semences et plants de légumes aux habitants. Nous pourrions associer cette activité à des ateliers de sensibilisation aux méthodes de permaculture."

Adel Bettaieb, directeur de voiries, des parcs et des espaces verts, Municipalité de Tunis.



CHAIMA
KTAYFI

"Le gaspillage alimentaire des ménages existe pour des raisons culturelles. Dans le passé, la rareté des denrées alimentaires octroyait une valeur importante à l'alimentation alors peu gaspillée. Mais aujourd'hui, avec toute cette abondance, les Tunisiens ont perdu cet attachement à leur alimentation et gaspillent plus facilement. Il y a notamment un vrai problème autour du pain qui est gaspillé sans limite car vendu à prix très bas. Depuis 2022, l'augmentation des prix de l'alimentation encourage les ménages à réduire ce gaspillage, pour des raisons économiques principalement."

Chaima Ktaifi chargée de programme Anti gaspillage alimentaire au sein de l'association Zero Waste Tunisia



RAOUDHA
KHALDI

"Si le gaspillage alimentaire prend de l'ampleur c'est surtout en raison de la faible sensibilisation et des consommateurs et du partage des informations sur les bonnes pratiques. L'absence de mécanismes appropriés et opérationnel de récupération des restes alimentaires constitue une entrave, malgré les efforts de quelques associations. En effet, la banque alimentaire tunisienne, créée en 2011 dans le cadre du réseau régional des banques alimentaires, n'a pu fonctionner de façon efficace, comme celle de l'Égypte, très en avance et ce, faute de moyens, de soutien des entreprises pour assurer un approvisionnement continu et surtout d'un cadre législatif claire et approprié qui permet la récupération des produits et leur distribution."

Raoudha Khaldi, consultante indépendante, anciennement directrice de recherche et Professeure à l'INRA de Tunisie.

Un gaspillage alimentaire important sur toutes les étapes de la chaîne de valeur

Le gaspillage alimentaire est considérable en Tunisie : on l'estime à 200 kg /personne/an. À titre de comparaison, la moyenne mondiale est de 121 kg/personne/an (18). Ce gaspillage s'explique en partie par une méconnaissance des citoyens qui sont insuffisamment sensibilisés à ce sujet, ce qui se traduit par une mauvaise gestion des aliments au sein des ménages en particulier durant la période du ramadan (69). Par ailleurs, le pain, denrée de base des Tunisiens et largement subventionné par l'État, représente le premier produit gaspillé par les ménages. Il se conserve très mal pour plusieurs raisons : mauvaise qualité de la farine, absence de technicité des boulangers, procédés de fabrication mal maîtrisés. La mauvaise qualité du pain et les prix bas expliquent en partie le gaspillage alimentaire conséquent du pain. En effet, l'Institut National de la Consommation a estimé en 2016 que les Tunisiens jetaient environ 900 000 pains par jour sur 7 millions de pains produits (soit 13 % environ) (42). En 2016, l'Institut National de Consommation (INC) a mis en évidence qu'un ménage tunisien gaspillait l'équivalent de 17 Dinars par mois, représentant 5 % des dépenses alimentaires du ménage. Dans un contexte d'augmentation des prix alimentaires, il devient urgent de réduire le gaspillage alimentaire des ménages. Pour cela, en 2020, la Municipalité de Tunis a missionné la FAO et l'INC pour construire une stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire à l'horizon 2025 (70).

Les acteurs de l'aval contribuent également grandement à ce gaspillage : la grande et moyenne distribution, en l'absence de réglementation qui sanctionne le gaspillage ou qui encourage le don alimentaire, préfère encore jeter plutôt que de mettre en place des stratégies d'évitement et de redistribution. La vétusté des infrastructures et le manque de structuration des chaînes de valeur entraînent également des pertes aux étapes de transport, stockage ou encore de transformation (53).

La gestion des déchets est très problématique en Tunisie. Seuls 40 % des déchets solides sont traités car ils ne sont pas triés : les déchets industriels, médicaux, organiques et les ordures municipales sont mélangés. À l'échelle de la Tunisie, l'essentiel des déchets sont stockés en décharges, alors à l'origine de nombreuses nuisances : odeurs, bruits, poussière, émissions de biogaz et lixiviat (produit de la dissolution des matières organiques, source de pollution des sols et des eaux de surfaces ou souterraines) (39). Il n'existe pas de solution de tri et collecte séparé des déchets organiques à Tunis. Quelques initiatives de compostage se mettent en place de façon informelle entre voisins et dans quelques écoles mais il s'agit d'initiatives qui restent très rares (50).

Une population encore peu sensibilisée à la consommation de produits biologiques

À Tunis, un marché de produits biologiques tunisiens s'est implanté dans le quartier de la Soukra. Cependant, il s'agit de produits réservés à une tranche de la population bien renseignée et qui dispose des revenus suffisants pour y accéder. La communication autour de la notion de biologique est encore confuse et passe essentiellement par les réseaux sociaux. Les consommateurs ne sont pas suffisamment informés sur les différentes caractéristiques d'un produit certifié bio et d'un produit dit "naturel" (39). D'autant plus qu'aujourd'hui les Tunisiens ont tendance à se désintéresser des sujets relatifs à la durabilité pour se concentrer plutôt sur leur pouvoir d'achat face à l'inflation (51).

À Tunis, il existe cependant quelques initiatives qui cherchent à sensibiliser et encourager les consommateurs à se diriger vers des produits biologiques vendus en circuits courts. L'association tunisienne de permaculture tente d'informer la population via des ateliers et des formations sur les méthodes agricoles durables. L'association Tunisie coop tente elle aussi de sensibiliser les tunisiens en encourageant les circuits-courts et les produits issus de l'agriculture durable.

Une consommation de viande encore limitée mais en augmentation

La consommation de viande des tunisiens est en progression mais reste faible en comparaison avec les pays occidentaux (32,5 kg/an en Tunisie contre 90 kg/an en Europe (37)). Cette augmentation est due en partie à l'abandon progressif du régime alimentaire traditionnel notamment par les jeunes citadins de Tunis et par la consommation de fast-food riche en produits carnés (51). L'augmentation de la consommation de produits carnés peut avoir un impact négatif sur l'empreinte carbone de l'alimentation des Tunisiens : à l'échelle mondiale, l'élevage est responsable de 18 % des émissions de gaz à effet de serre (71).

IV. Gouvernance alimentaire

CARTOGRAPHIE ET ANALYSE DU JEU D'ACTEURS

Cette cartographie des parties prenantes a été réalisée avec les experts interrogés à Tunis. Il vise à positionner les principales catégories d'acteurs du système alimentaire selon leur degré d'engagement et leur capacité à impacter la durabilité du système alimentaire.



COMPÉTENCES DE LA MUNICIPALITÉ DE TUNIS VIS-À-VIS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

- **Environnement** : propreté de la ville, entretien des espaces verts.
- **Hygiène** : inspection sanitaire des espaces de vente de produits alimentaires.
- **Urbanisme** : plan d'aménagement, rénovation urbaine.
- **Transport** : circulation, stationnement et parkings, transport urbain.
- **Economie et emploi** : espaces commerciaux.
- **Cultures et loisirs** : sites et monuments historiques, maisons de cultures, théâtres.
- **Tourisme et artisanat** : artisanat, circuit touristique, hôtels, restaurants.
- **Jeunesse et sport** : clubs enfants, assistance aux jeunes (47).



RAOUDHA
KHALDI

"Bien que la décentralisation progresse sur le plan politique (des conseils municipaux ont été élus et la démocratie s'ancre au niveau local), le système alimentaire est encore régi à l'échelle centrale selon une démarche descendante. Les municipalités, les collectivités locales et la société civile ne sont pas des partenaires dans la prise de décision et ne sont pas munis d'un mécanisme de planification, de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et même d'anticipation des chocs. Elles n'ont pas de stratégies alimentaires locales et ont peu, voire pas, de visibilité sur les acteurs de leur système alimentaire."

Raoudha Khaldi, consultante indépendante, anciennement directrice de recherche et Professeure à l'INRA de Tunisie.



JALILA
ELATI

"L'instabilité socio-économique et politique du pays met notre pays en danger. Il n'y a pas de gouvernance alimentaire, tout est bloqué actuellement du fait de la dette croissante et la situation politique qui ne permet pas de planifier quoi que ce soit. En plus de ça, le manque de visibilité sur le futur tue tout espoir et sape la motivation d'initiatives pourtant prometteuses."

Jalila Elati, Cheffe de Service "Etudes et Planification", Institut National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire.

Une décentralisation des pouvoirs encore récente qui limite la capacité d'action de la Municipalité

La Tunisie est un État très centralisé et le rôle des communes est encore limité, leur budget est encore faible : seulement 3,6 % du budget global de l'État est consacré aux collectivités locales contre 10 % au Maroc et près de 35 % en Europe occidentale (38). Malgré un élan de décentralisation, initié en 2014, l'organisation territoriale de la Tunisie reste caractérisée par la prédominance des institutions centralisées. La distinction entre la déconcentration administrative (24 gouvernorats sous-divisés en 264 délégations et 2073 secteurs) et la décentralisation politique (24 conseils régionaux, 350 municipalités) est encore floue. La politique agricole en Tunisie est principalement gérée au niveau du pouvoir central par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime. Les autorités locales ont peu de prise sur les thématiques agricoles et alimentaires (39).

En Tunisie, le nouveau code des collectivités octroie certaines compétences clés aux gouvernorats et communes permettant d'initier cette transition alimentaire et agricole (cf page précédente) (39).

Une instabilité politique et économique qui limite les possibilités de construction d'un système alimentaire durable et résilient

Depuis 2011, la Tunisie a connu une période de transition politique et économique marquée par des défis majeurs. Suite à la révolution de Jasmin, le pays a réussi à instaurer un régime démocratique, avec l'adoption d'une nouvelle constitution en 2014. Cependant, la stabilité politique a souvent été précaire, ne permettant pas la mise en place de politique agricole ou alimentaire structurée ambitieuse. Les bouleversements politiques récents sous le mandat du président Kaïs Saïed (démantèlement du régime parlementaire, hyperprésidentialisme, dissolution des conseils municipaux) menacent la démocratie tunisienne et ne s'inscrivent pas dans une volonté de renforcement du pouvoir des gouvernements locaux ni dans la construction d'un système alimentaire durable (72).

Du point de vue économique, la Tunisie a fait face à des difficultés persistantes. La croissance économique a été lente, avec un taux moyen de croissance du PIB d'environ 1,8% entre 2011 et 2020. De plus, la situation sécuritaire a également eu un impact significatif sur l'économie tunisienne. Les attaques terroristes en 2015 et les troubles sociaux ultérieurs ont affecté le secteur du tourisme, qui était autrefois un moteur clé de l'économie. Les recettes touristiques ont chuté de manière significative, passant de 3,5 milliards de dollars en 2010 à environ 1 milliard de dollars en 2020. Aujourd'hui, la dette du pays est estimée à 80% de son PIB, rendant toute nouvelle politique structurelle, notamment alimentaire, difficile à faire voter, voire impossible (73).

Vers la fin du subventionnement des produits alimentaires de base

La politique alimentaire tunisienne se remarque par son programme de soutien aux produits alimentaires de base comme le blé ou l'orge (pour le pain, la semoule) ou le lait. Si cette politique a pour but d'en faciliter l'accès aux consommateurs, elle pose différents problèmes :

- Ce sont les grandes exploitations qui profitent de cette politique et s'accaparent la majorité des subventions qui sont répartis en fonction de la taille de l'exploitation. Elle ne bénéficie alors pas aux petits producteurs.
- Le coût de cette politique est conséquente pour l'État tunisien, en 2022 elle représentait 3,5 % de son PIB soit environ 1,3 milliard d'euros. Ce coût est en augmentation depuis 2022 notamment à cause de l'inflation et de la crise ukrainienne.
- L'augmentation de la production de céréales est incompatible avec le réchauffement climatique et la dégradation des sols tunisiens qui sont davantage propices à une culture méditerranéenne (fruits, légumineuses, huile d'olive,...) (23).

Au vu de la grave crise économique que traverse le pays, la société civile, les organisations internationales et notamment le Fonds Monétaire International recommandent à la Tunisie de réduire le niveau de subvention octroyé, voire de supprimer la politique de subventionnement de certaines denrées de base et d'orienter les subventions vers les plus nécessiteux sous forme de transfert monétaire. Début 2023, il s'agissait d'ailleurs de la condition posée par le FMI pour l'octroi d'un nouveau prêt de 2 milliards d'euros à l'État tunisien (73).

ADEL BETTAIEB

"Grâce à la FAO et à la volonté de notre Maire, aujourd'hui nous avons lancé beaucoup de pistes pour mener à bien des actions en faveur d'un système alimentaire durable. Nous avons réalisé des études pour mieux comprendre la situation. Maintenant nous devons agir concrètement, mais pour cela nous avons besoin d'une instance de gouvernance dédiée au sein de la Municipalité de Tunis afin de clarifier les rôles de chacun dans la mise en œuvre de ces actions concrètes."

Adel Bettaieb, directeur de voiries, des parcs et des espaces verts, Municipalité de Tunis.

Une forte volonté politique de la Municipalité de Tunis en faveur de l'alimentation durable

Du fait d'un fort engagement de la Maire Souad Abderrahim depuis 2018 et d'une collaboration étroite avec la FAO Tunisie, la Municipalité de Tunis s'engage au travers de différents programmes et études pour contribuer au développement d'un système alimentaire durable pour le territoire :

- Ateliers de sensibilisation à l'alimentation saine et au gaspillage alimentaire dans les 13 jardins d'enfants de Tunis, gérés par la Municipalité (en partenariat avec l'Institut national de Nutrition).
- Formation des agents de la Municipalité de Tunis au compostage par l'Agence nationale de la gestion des déchets.
- Formation des agents de la Municipalité à la permaculture par l'Association tunisienne de permaculture.
- Réalisation d'une étude sur l'offre alimentaire saine et durable et l'accès aux espaces verts dans le quartier de El Mourouj2, en partenariat avec l'Institut National de la Consommation et l'Association de Permaculture : cette étude visait notamment à identifier les pistes de solutions pour multiplier les points de vente de produits frais dans le quartier.
- Réalisation d'une stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire sur le Municipalité de Tunis entre 2020 et 2025, en partenariat avec l'Institut National de Consommation.
- Construction d'une stratégie de gouvernance alimentaire interne : la nature transversale des enjeux associés à l'alimentation rend leur intégration difficile dans l'agenda politique local - en l'absence d'un service compétent dédié. Pour répondre à cette difficulté, la Municipalité de Tunis et la FAO ont missionné des consultants pour réaliser une étude et construire une proposition d'instance de gouvernance interne des enjeux alimentaires. Du fait de l'absence de Conseil Municipal actuellement, la stratégie n'a pas encore pu être validée et votée.
- Intégration des enjeux alimentaires dans le cadre de la stratégie de développement territorial de la Municipalité, en collaboration avec MedCities.
- Mise en place d'un projet pilote d'agriculture urbaine en collaboration avec ONU Habitat : entretien de 2 jardins potagers à Tunis (jardin des plantes) et La Marsa.
- Participation à des projets de coopération : afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques, Tunis prend part à différents réseaux et projets de coopération internationale. La Ville est ainsi signataire du Pacte de Milan pour des Politiques Alimentaires Urbaines depuis 2019 mais également du réseau ICLEI. Depuis 2023, elle prend part au projet AfriFoodLinks porté par Hivos et ICLEI.

C'est la Direction "voiries, espaces verts et parcs" qui est chargée de mener à bien les actions en faveur de l'agriculture et l'alimentation durable à Tunis. Cependant, malgré une volonté politique forte, la mise en œuvre effective des projets engagés a été ralentie par la crise sanitaire et plus récemment par le contexte politique actuel et notamment la dissolution du Conseil Municipal en mars 2023.

Une volonté de consultation des acteurs du système alimentaire et de la société civile

En 2021, dans le cadre du Sommet Mondial des systèmes alimentaires en 2021, la Municipalité de Tunis a organisé une consultation indépendante afin d'interroger les institutions, acteurs du système alimentaire et la société civile sur les actions à mettre en place pour construire un système alimentaire local durable. 82 personnes ont échangé autour de 5 axes de travail :

- Nexus alimentation, nutrition et santé pour les citoyens de la ville de Tunis
- Rôle et promotion de l'agriculture urbaine (AU) et périurbaine (APU)
- Circuits de distribution et le rôle de l'e-commerce et des plateformes
- Le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la transformation des systèmes alimentaires urbains
- Gaspillage alimentaire, gestion des déchets alimentaires et économie circulaire (50) (40).

Par ailleurs, la stratégie de gouvernance alimentaire construite en 2022 intègre également différentes modalités de mobilisation de la société civile et des acteurs du système alimentaire dans la prise de décision politique. Si la concertation multiacteurs reste encore balbutiante, différents cadres ont pu être posés afin de faciliter par la suite la participation de tous à la prise de décision et la création de synergies (50).

Cependant, il existe encore très peu d'associations dédiées aux enjeux d'agriculture et d'alimentation durable en Tunisie. En cause, le manque criant de financement de la société civile et une sensibilisation à ces sujets encore limitée (49).

QUELQUES INITIATIVES POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE

TUNISIA COOP - COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS

- Développer des circuits courts de vente des produits agricoles.
- Sensibiliser à l'importance de l'approvisionnement direct auprès des producteurs tunisiens.

MORNAG ECO FARM - FERME AGROÉCOLOGIQUE PÉDAGOGIQUE

- Située à Mornag, dans la banlieue Sud de Tunis.
- Chambre d'hôte et organisation d'ateliers thématiques de sensibilisation.

FOODEALZ - LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

- Application mobile pour lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Basé sur le modèle que "Too good to go" : vente à bas prix de produits proches de la date de péremption.

GDA SIDI AMOR - SITE DÉMONSTRATEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Situé dans le Gouvernorat de l'Ariana.
- Éco-construction, jardinage et hydroponie, assainissement de l'eau, culture de la rose et distillation d'eau de rose, etc.
- Gouvernance ouverte.

BANQUE ALIMENTAIRE DURABLE DE TUNISIE

- Création en 2020 lors de la crise sanitaire.
- Collecte et distribution de denrées alimentaires aux personnes précaires.
- Soutien au bénéficiaires : accès au microcrédit, jardinage, etc.

INC, FAO, MUNICIPALITÉ DE TUNIS - APPLICATION MOBILE SUR LES PRIX ALIMENTAIRES

- Création d'une plateforme mobile pour renforcer la transparence sur les prix alimentaires.
- À destination des consommateurs, producteurs et vendeurs.

ASSOCIATION "UN REPAS POUR CHAQUE TUNISIEN"

- Créée en 2015.
- Distribue des repas aux personnes en situation de précarité, notamment en période de fête (ramadan).

URBAN GREEN - AGRICULTURE URBAINE ET VÉGÉTALISATION

- Entreprise.
- Plantation d'arbres, de plants potagers et organisation d'ateliers pour les enfants sur la biodiversité et l'agriculture.

ASSOCIATIONS DES AMIS DU BELVÉDÈRE

- Association environnementale implantée dans le parc du Belvédère à Tunis.
- Actions de sensibilisation à l'environnement, manifestations culturelles et sportives.
- Production de miel, d'huile d'olive et de compost.

ASSOCIATION EL MOUROUJ2

- Association urbaine du quartier de El Mourouj2, créée en 1989.
- Organisation d'un souk solidaire, jardins urbains dans les écoles, fête des produits locaux, concours de couscous, etc.

ASSOCIATION TUNISIENNE DE PERMACULTURE

- Accompagnement des petits producteurs tunisiens dans leur transition à la permaculture.
- Organisation de la fête des récoltes.
- Formation des formateurs du Ministère de l'Agriculture et des agents de la Mairie de Tunis.

MUNICIPALITÉ DE TUNIS ET ONU HABITAT - JARDINS POTAGERS À TUNIS ET LA MARSA

- Projet expérimental lancé en 2022.
- Jardins potagers entretenus par les Mairies de Tunis et La Marsa.
- Situé dans les jardins publics à vocation de sensibilisation.

DIAGNOSTIC DE LA STRATÉGIE ALIMENTAIRE URBAINE

MUNICIPALITÉ DE TUNIS

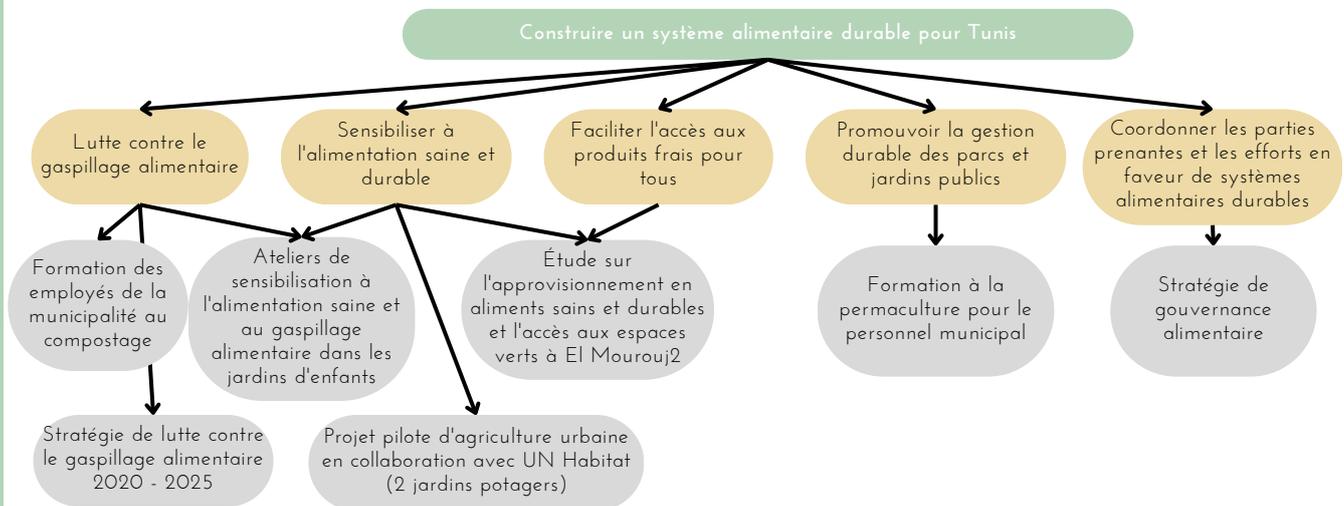
Le diagnostic des initiatives vise à :

- Évaluer l'impact de l'initiative sur les enjeux prioritaires vis-à-vis de la durabilité du système alimentaire ;
- Déterminer le potentiel de réplication de l'initiative ;
- Identifier les facteurs de réussite et les leviers d'amélioration.

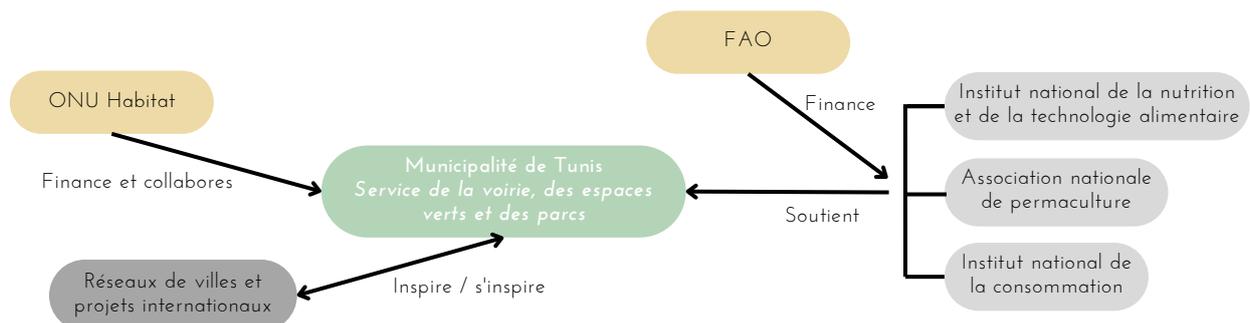
NATURE DU PROJET ET CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

- Public cible : citoyens de Tunis, petits agriculteurs tunisiens.
- Ressources financières mobilisées : FAO, ONU Habitat, ressources humaines municipales.
- Champ d'action : Municipalité de Tunis.
- Niveau d'impact attendu : Améliorer la qualité de vie et les habitudes alimentaires des citoyens de Tunis, limiter l'impact du système alimentaire local sur les ressources naturelles, améliorer les revenus des petits agriculteurs tunisiens.
- Stade d'avancement de l'initiative : Préliminaire (évaluation et stratégies mais très peu d'actions concrètes).

CADRE LOGIQUE



ENVIRONNEMENT PARTENARIAL



MUNICIPALITÉ DE TUNIS



JARDIN URBAIN



PÉPINIÈRE

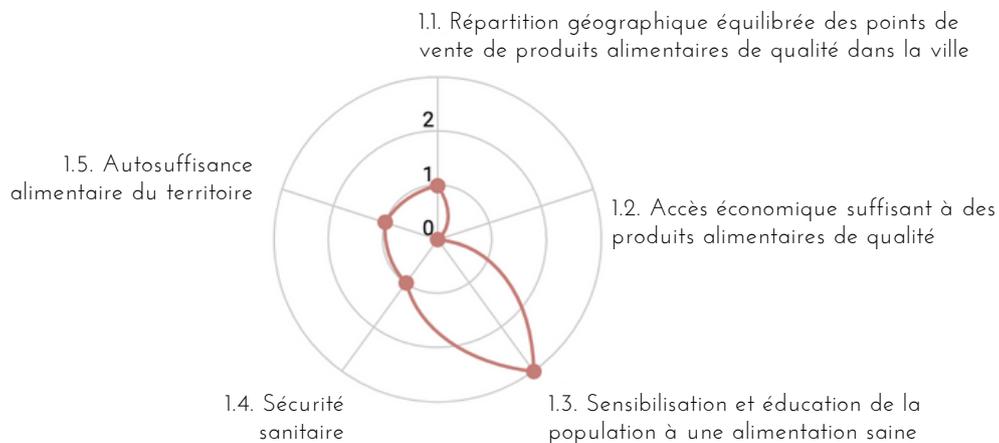


CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

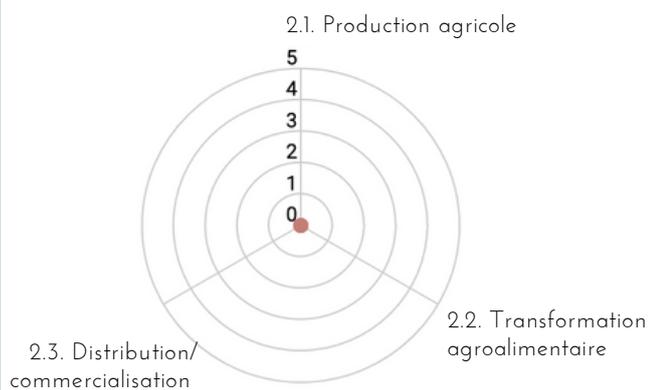
Les différentes illustrations représentent les composantes et sous-composantes d'un système alimentaire durable tel que défini dans la méthodologie proposée par Let's Food. Cette évaluation a été réalisée par Let's Food, sur la base d'un entretien avec Adel Beltaieb, Directeur de la Direction des Routes, des Parcs et des Espaces Verts, Municipalité de Tunis.

1 : Faible contribution de l'initiative à la composante durable ; 5 : Forte contribution de l'initiative à la composante.

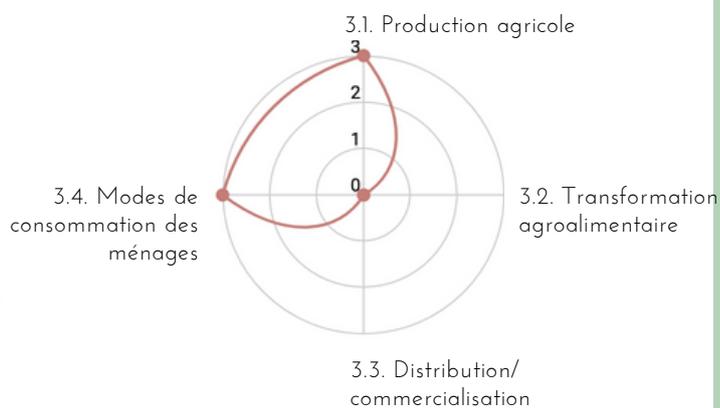
• SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



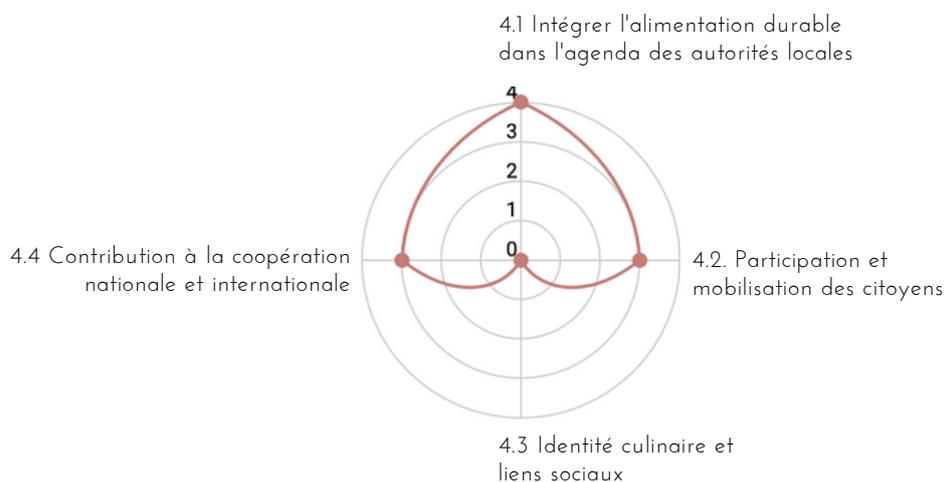
• DURABILITÉ ÉCONOMIQUE



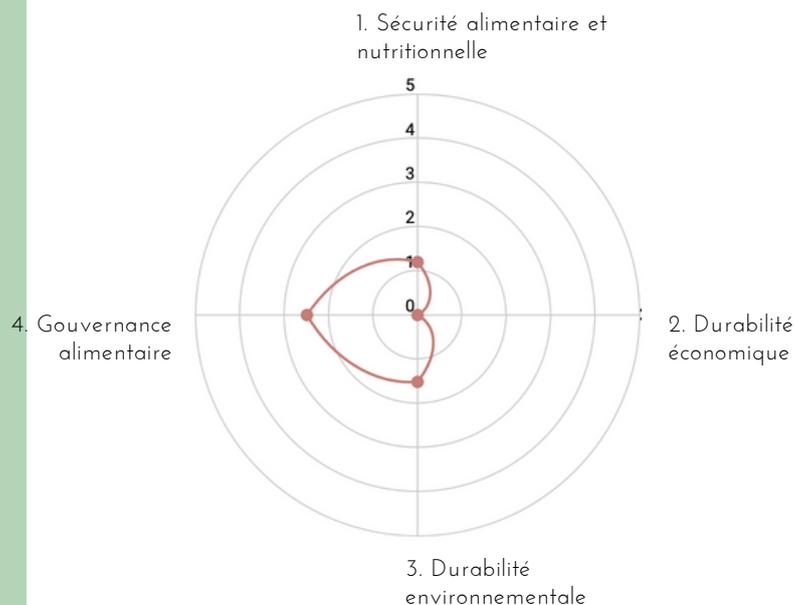
• DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



• GOUVERNANCE ALIMENTAIRE



CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE



La municipalité de Tunis a initié diverses actions pour promouvoir la durabilité de son système alimentaire depuis 2019. Cependant, la plupart de ces actions se limitent encore à des études préliminaires visant à définir plus précisément les moyens d'intervention. En particulier, la municipalité a réalisé une étude pour définir un modèle de **gouvernance** pour coordonner les acteurs locaux engagés vers des systèmes alimentaires durables. Bien que cette stratégie n'ait pas encore été approuvée par le conseil municipal, sa mise en œuvre témoigne de la détermination de la municipalité à remplir son rôle de coordinateur territorial. Par ailleurs, le personnel municipal a été formé aux techniques de permaculture et à la gestion des déchets alimentaires, contribuant ainsi à réduire l'impact **environnemental** du système alimentaire. La municipalité organise également des ateliers de sensibilisation à l'alimentation saine dans les écoles, contribuant ainsi à la **sécurité alimentaire et à la nutrition** sur le territoire. Aucune mesure n'a encore été prise pour promouvoir le développement d'un système alimentaire inclusif qui crée des emplois de qualité.

MATRICE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES POUR LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE

FORCES

- **Volonté politique**, engagement du Conseil municipal.
- Soutien technique et financier continu de la **FAO**.
- **Partenaires solides** travaillant pour des systèmes alimentaires durables (INC, INNNTA, ATM...)
- **Entente** avec les partenaires, volonté de coopérer.
- **Engagement** de l'équipe technique.

FAIBLESSES

- Manque de **communication**, de coordination et de coopération avec d'autres institutions pour traiter les questions transversales liées aux systèmes alimentaires.
- Manque de **connaissances et de compétences** sur les sujets liés à l'alimentation (davantage sur l'agriculture).
- **Centralisation** des pouvoirs limitant la capacité d'intervention de la municipalité.
- Manque de **ressources humaines compétentes**.

OPPORTUNITÉS

- Nouveau code des collectivités locales : élargissement des **compétences** des municipalités.

MENACES

- Dissolution du Conseil municipal : **blocage réglementaire** (les stratégies de lutte contre le gaspillage alimentaire et de gouvernance alimentaire n'ont pas pu être votées).
- Pas de **budget** municipal dédié à la stratégie alimentaire : elle dépend du soutien financier de bailleurs de fonds externes (FAO, UN Habitat, etc.).
- **Instabilité** socio-économique et politique du pays.

ÉVALUATION DE L'INITIATIVE SUR LA BASE D'ENTRETIEN(S) MENÉ(S) AVEC

- **Adel Bettaieb**, Directeur du département des routes, des parcs et des espaces verts, municipalité de Tunis.

DIAGNOSTIC DU "SOUK SOLIDAIRE"

Association des habitants d'El Mourouj2

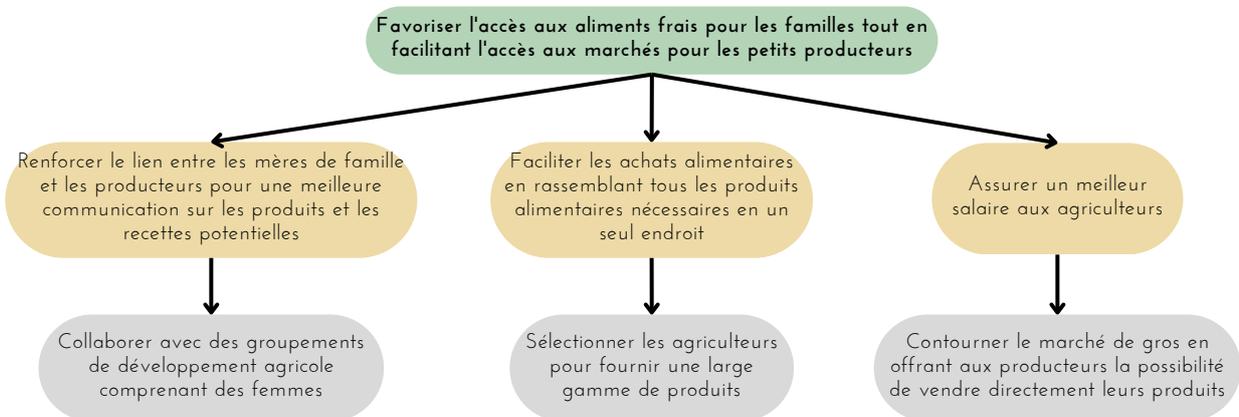
Le diagnostic des initiatives vise à :

- Évaluer l'impact de l'initiative sur les enjeux prioritaires vis-à-vis de la durabilité du système alimentaire ;
- Déterminer le potentiel de répliation de l'initiative ;
- Identifier les facteurs de réussite et les leviers d'amélioration.

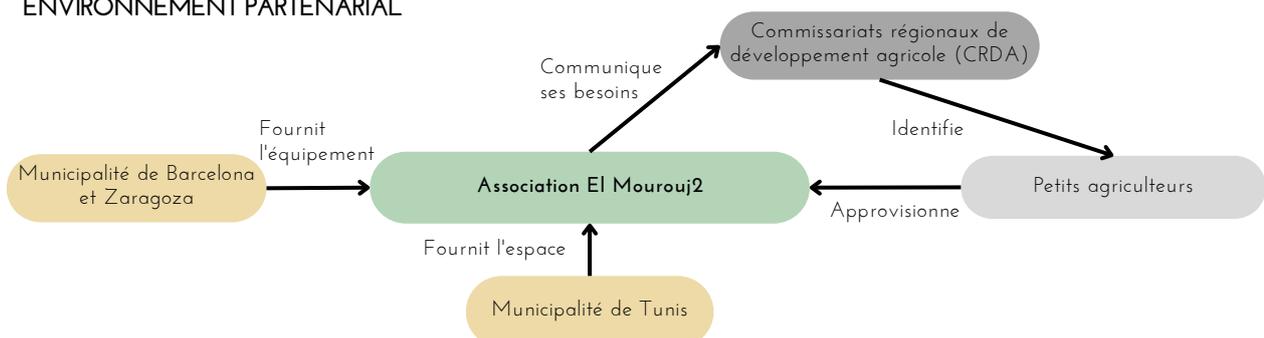
NATURE DU PROJET ET CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

- Cible du projet : habitants du quartier El Mourouj2, petits agriculteurs tunisiens.
- Moyens financiers mobilisés : Municipalités de Barcelone et Saragosse, volontaires.
- Champ d'action : El Mourouj2.
- Niveau d'impact attendu : Améliorer l'accès des familles à des aliments frais, faciliter l'accès aux marchés pour les petits agriculteurs tunisiens.
- Etat d'avancement de l'initiative : En cours.

CADRE LOGIQUE



ENVIRONNEMENT PARTENARIAL





SOUK SOLIDAIRE

الجامعة العامة للمواطنين
الذراع الجهوي وتونس
تفكر في مشروع سوق صلب للمواطنين
UDTT Plateau générale des retraités
Association des Habitants
Mourouj 2

جمعية حنة متساكني
حي المروج الثاني

Crédits : Association
El Mourouj2



SOUK SOLIDAIRE

بطاطة 1500

Crédits : Association
El Mourouj2



PARC URBAIN DE
EL MOUROUJ2

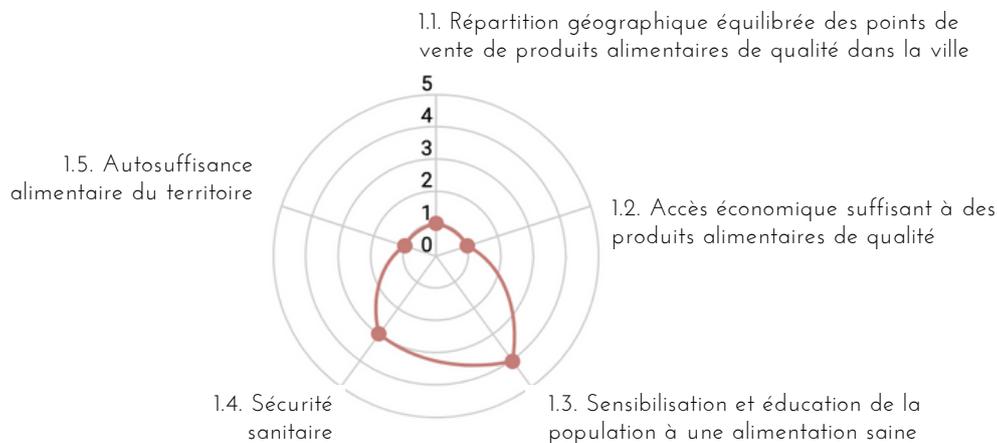
Crédits : Thouraya
Hezami Talbi

CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

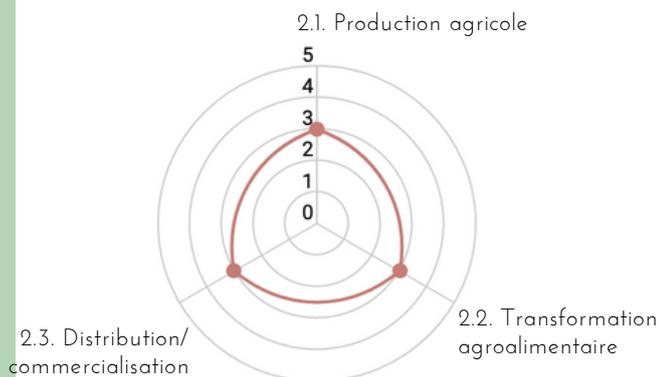
Les différentes illustrations représentent les composantes et sous-composantes d'un système alimentaire durable tel que défini dans la méthodologie proposée par Let's Food. Cette évaluation a été réalisée par Adel Azzabi, président de l'association El Mourouj2.

1 : Faible contribution de l'initiative à la composante de durabilité ; 5 : Forte contribution de l'initiative à la composante.

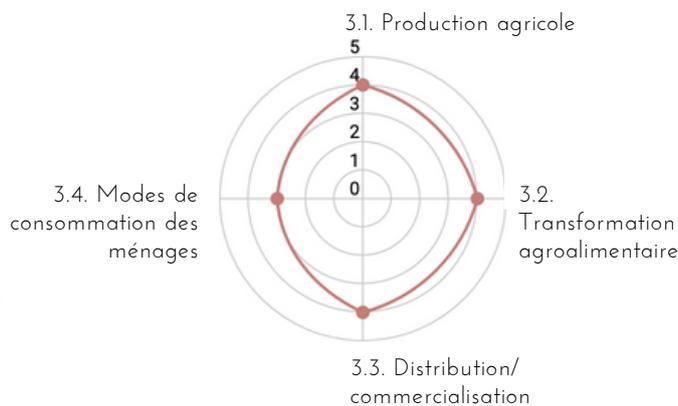
• SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



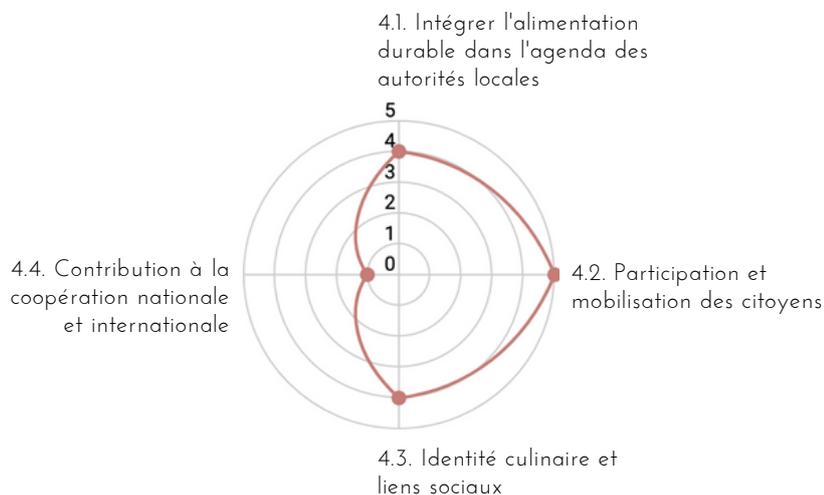
• DURABILITÉ ÉCONOMIQUE



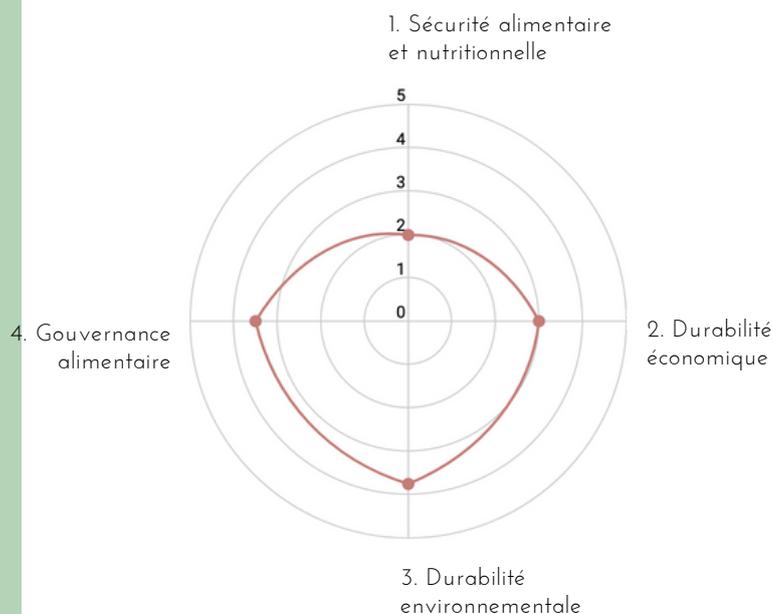
• DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



• GOUVERNANCE ALIMENTAIRE



CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE



L'association El Mourouj2, grâce au Souk Solidaire, contribue aux 4 dimensions d'un système alimentaire durable. L'initiative offre aux petits producteurs un espace de vente leur permettant de tirer un meilleur prix de leurs produits que dans les circuits de distribution classiques. L'initiative contribue ainsi à créer un **environnement économique inclusif et équitable**. Le Souk Solidaire permet également aux consommateurs du quartier de El Mourouj 2 d'accéder facilement à des produits frais à des prix accessibles, contribuant ainsi à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle**. Par ailleurs, l'association a mis en place une charte qui vise à sélectionner les producteurs qui pratiquent une agriculture respectueuse des écosystèmes. L'initiative contribue ainsi à la transition **environnementale** du système alimentaire tunisien. Enfin, de par la notoriété de l'association et ses relations avec la Municipalité de Tunis, elle se positionne dans une situation d'influence des politiques publiques et contribue ainsi à l'intégration des sujets à l'agenda politique local. La forte implication des citoyens et producteurs dans le bon fonctionnement du Souk permettent de contribuer au développement d'une **gouvernance alimentaire** locale ambitieuse et ouverte.

MATRICE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES POUR LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE

FORCES

- Conviction et **engagement** de l'association El Mourouj2.
- **Compétence** de l'association sur les questions agricoles et alimentaires (le président est ingénieur agronome).
- Forte **mobilisation** des habitants.
- **Confiance** des habitants dans l'association qui est implantée dans le quartier depuis 1988.
- Un **employé permanent** qui gère la coordination.

FAIBLESSES

- **Complexités administratives** dans l'accès au financement.
- **Concurrence et méfiance** entre les organisations de la société civile.
- **Difficultés logistiques** pour certains producteurs d'amener leur production sur le marché.

OPPORTUNITÉS

- **Engagement** de la municipalité en faveur de systèmes alimentaires durables.

MENACES

- **Méfiance** des pouvoirs publics à l'égard des associations.

ÉVALUATION DE L'INITIATIVE SUR LA BASE D'ENTRETIEN(S) MENÉ(S) AVEC

- **Adel Azzabi**, président, association El Mourouj2.

DIAGNOSTIC DU “GDA SIDI AMOR”

Groupement de développement agricole (GDA) Sidi Amor

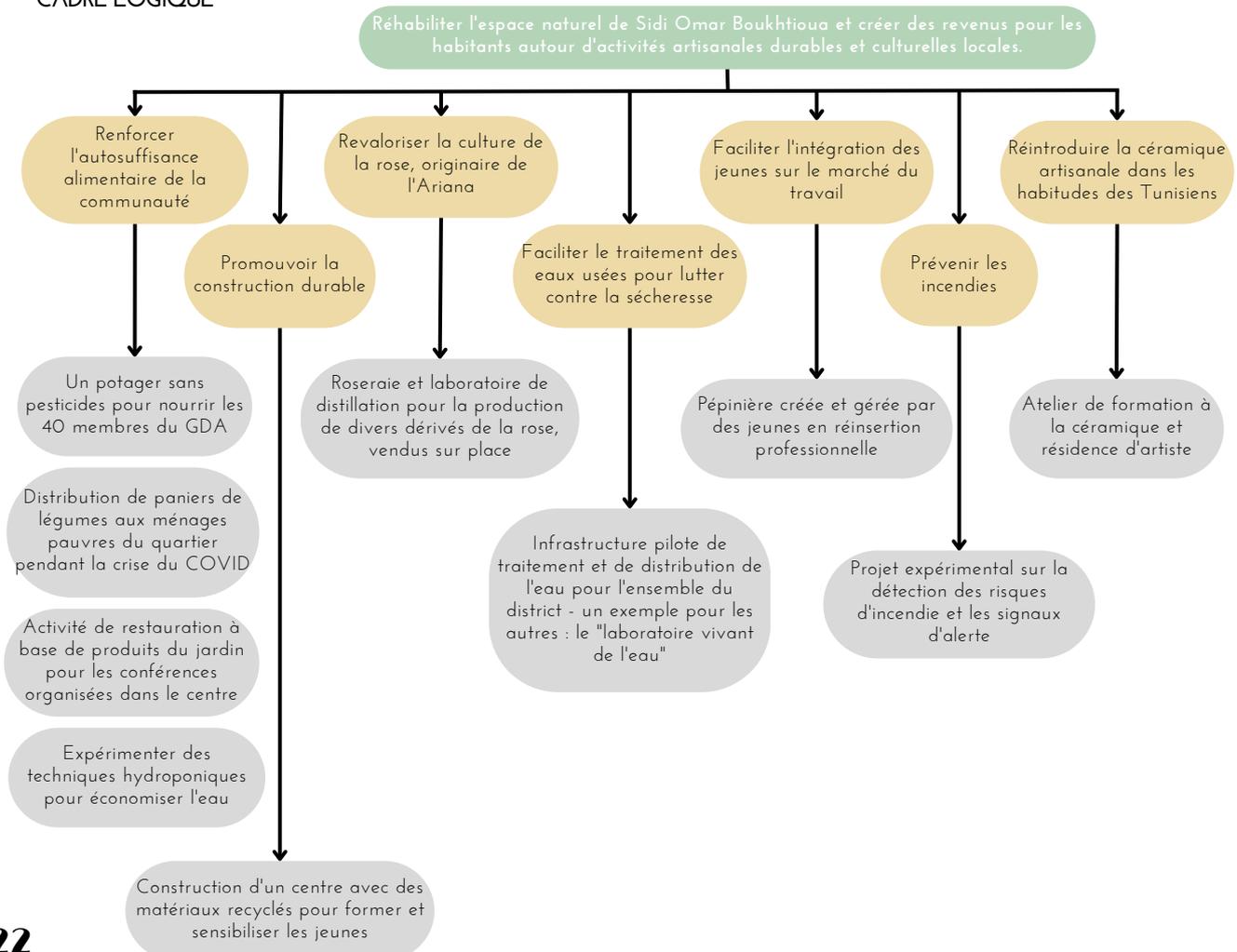
Le diagnostic des initiatives vise à :

- Évaluer l'impact de l'initiative sur les enjeux prioritaires vis-à-vis de la durabilité du système alimentaire ;
- Déterminer le potentiel de réplication de l'initiative ;
- Identifier les facteurs de réussite et les leviers d'amélioration.

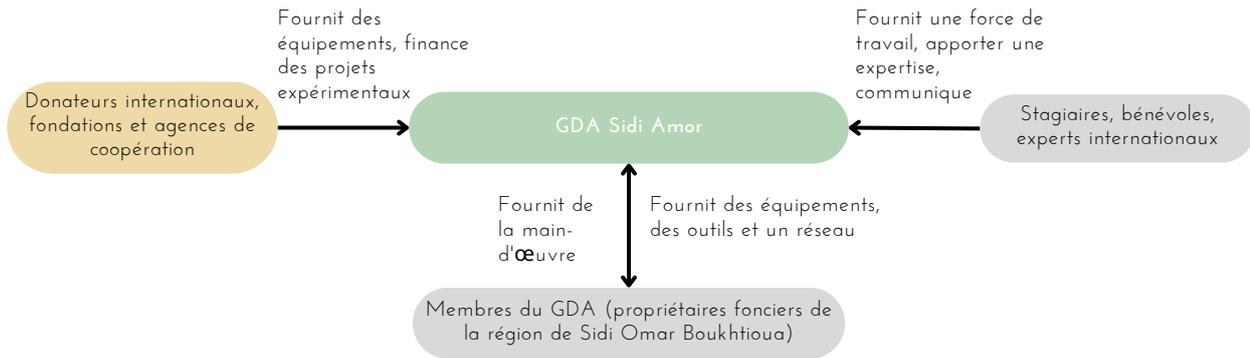
NATURE DU PROJET ET CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

- Cible du projet : habitants du quartier de Sidi Omar Boukhtioua, gouvernorat de l'Ariana.
- Ressources financières mobilisées : Financement propre (location de salles et ateliers), bailleurs de fonds internationaux.
- Champ d'action : Sidi Omar Boukhtioua, Gouvernorat de l'Ariana.
- Niveau d'impact attendu : Réhabiliter l'espace naturel de Sidi Omar Boukhtioua et créer des revenus pour les habitants autour d'activités artisanales durables et culturelles locales.
- Etat d'avancement de l'initiative : En cours.

CADRE LOGIQUE



ENVIRONNEMENT PARTENARIAL



VUE D'ENSEMBLE



JARDIN POTAGER



SYSTÈME HYDROPONIQUE

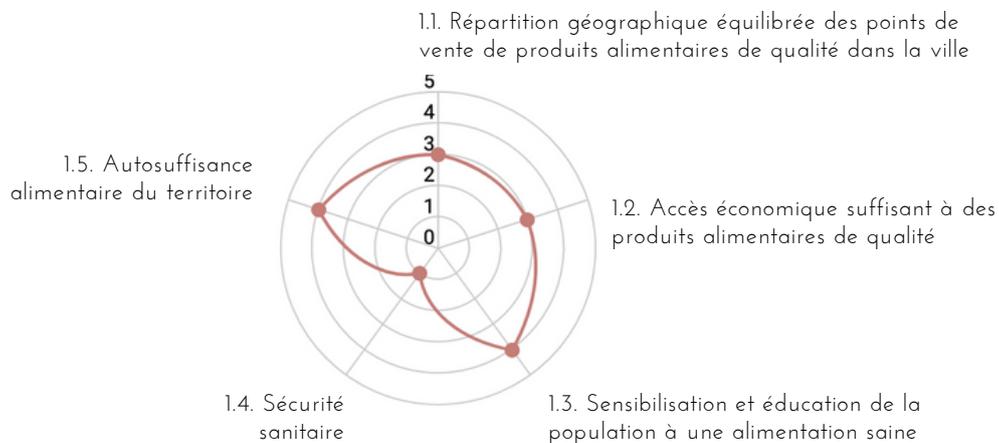


CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

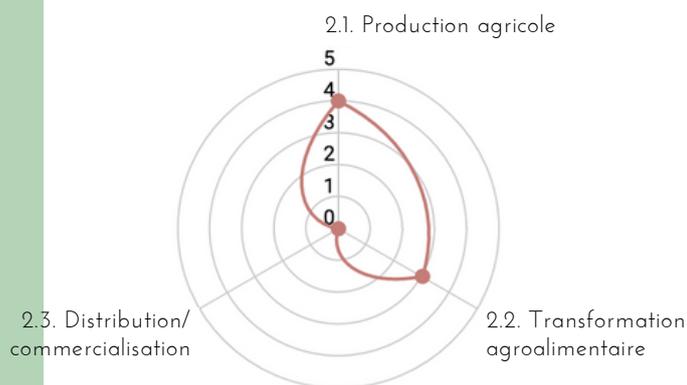
Les différentes illustrations représentent les composantes et sous-composantes d'un système alimentaire durable tel que défini dans la méthodologie proposée par Let's Food. Cette évaluation a été réalisée par Let's Food, sur base d'un entretien avec le Dr. Taieb Benmiled, co-fondateur du GDA Sidi Amor.

1 : Faible contribution de l'initiative à la composante durabilité ; 5 : Forte contribution de l'initiative à la composante.

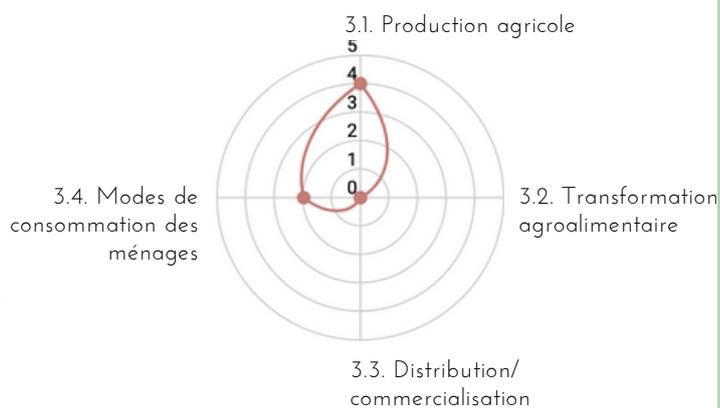
• SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



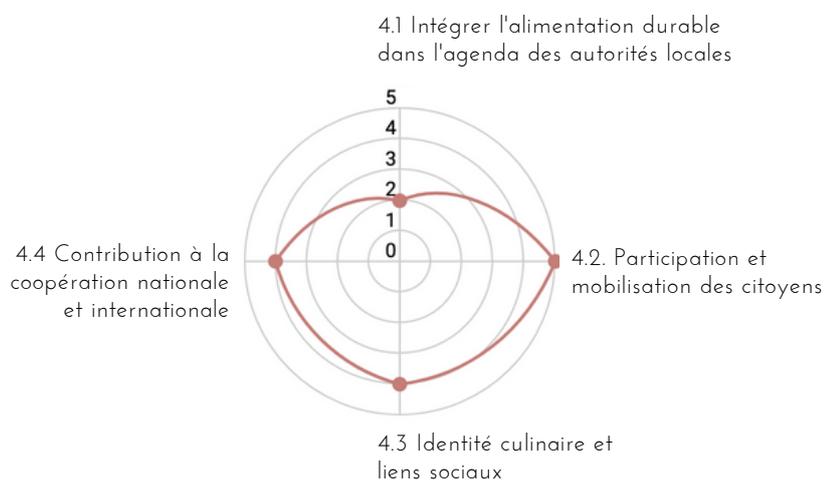
• DURABILITÉ ÉCONOMIQUE



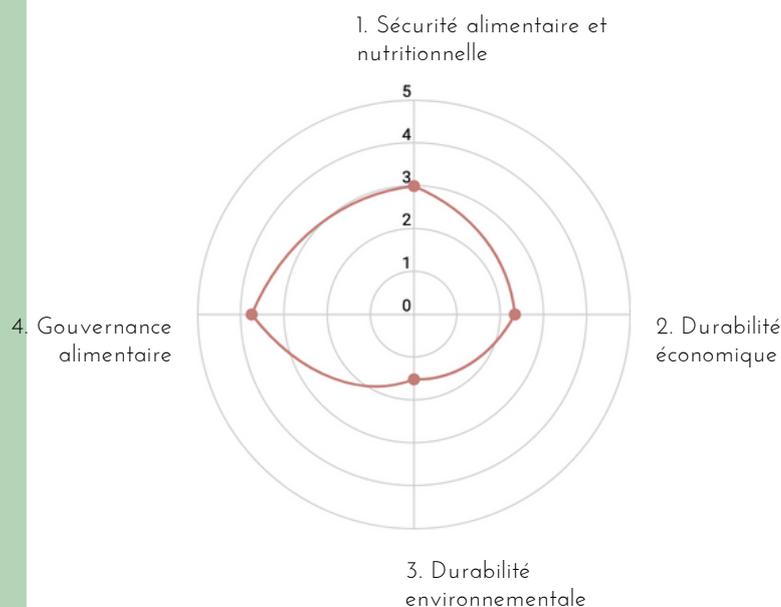
• DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



• GOUVERNANCE ALIMENTAIRE



CONTRIBUTION À LA DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE



Le GDA Sidi Amor contribue aux 4 composantes d'un système alimentaire durable. L'entretien d'un jardin nourricier pour alimenter les membres du GDA et proposer des repas sains, agroécologiques et locaux aux personnes organisant des événements dans les locaux de l'association permet une forte contribution à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle** locale. Par ailleurs, le format de GDA et les différents projets expérimentaux de l'association (majoritairement financés par des organisations internationales) permet la **création d'emplois pérennes** sur le territoire (pépinière horticole et potagère créée par les jeunes, distillation par les femmes, etc.). Le GDA s'inscrit dans une approche de **préservation des écosystèmes** au travers d'actions de récupération et de traitement naturel de l'eau, de lutte contre les feux de forêt, d'entretien d'un jardin agroécologique, etc. Enfin, la gouvernance ouverte permise par les statuts du GDA, la participation à de nombreux projets internationaux et l'ancrage territorial de l'initiative lui permet d'obtenir une moyenne de 3,8 en termes de **gouvernance alimentaire** locale.

MATRICE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES POUR LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE

FORCES

- **Statut de Groupement de Développement Agricole (GDA)** : permet un échange mutuel entre les membres, et entre le GDA et les membres, une gouvernance ouverte.
- Bonnes capacités de **communication**.
- Forte capacité d'**engagement** et de **mobilisation** des 2 cofondateurs.
- Fort **engagement** des membres.
- **Pluri-activité** qui permet la résilience économique et la création de synergies.

FAIBLESSES

- Blocage de l'administration, **bureaucratie**.

OPPORTUNITÉS

- Peu d'autres initiatives structurées de ce type en Tunisie : attire les **baillleurs de fonds internationaux**.
- **Informalité** permise par l'environnement tunisien.

MENACES

- Peu ou pas de **personnel rémunéré** pour gérer la coordination des membres.
- S'appuie sur de nombreux **bénévoles**.

ÉVALUATION DE L'INITIATIVE SUR LA BASE D'ENTRETIEN(S) MENÉ(S) AVEC

- **Dr. Taieb Benmiled**, co-fondateur, GDA Sidi Amor.

CONCLUSIONS

>> MATRICE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES - CONSTRUIRE UN SYSTÈME ALIMENTAIRE TERRITORIAL DURABLE À TUNIS

FORCES

- Régime **méditerranéen** traditionnel sain.
- **Offre alimentaire** dense et suffisante.
- Reconnaissance de l'équivalence de l'étiquetage **biologique** avec l'Union européenne - développement rapide de l'agriculture biologique.

FAIBLESSES

- Accès difficile au **crédit** pour les petits agriculteurs.
- Manque de **vocation agricole** chez les jeunes.
- Peu de **coopératives agricoles**.
- Peu d'**unités de transformation** artisanale.
- Obligation de passer par le **marché de gros** pour commercialiser les produits alimentaires à Tunis.
- Secteur agricole qui **impacte les ressources** en eau, le sol et l'air.
- Manque de **compétences des producteurs** en matière de pratiques durables.
- Manque de **sensibilisation des acteurs** de la chaîne au **gaspillage** alimentaire.
- Manque de **sensibilisation** des consommateurs à une alimentation saine et durable et au gaspillage alimentaire.

OPPORTUNITÉS

- Une **classe socio-économique plus aisée**, sensibilisée et capable de consommer des produits biologiques vendus en circuits courts.

MENACES

- Augmentation de la **pauvreté** due aux crises successives.
- Augmentation des coûts des intrants agricoles et des **prix des denrées alimentaires**.
- **Réchauffement climatique** et la diminution des précipitations.
- Dépendance croissante à l'égard des **importations**.
- **Influence de l'Occident** qui modifie les habitudes alimentaires en faveur de la restauration rapide et des aliments transformés.
- **Pression foncière** due à l'urbanisation entraînant une hausse des prix des terres.
- **Instabilité socio-économique et politique** dans le pays.

>> MATRICE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES - CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

FORCES

- **Maire** et une équipe technique **engagés** et motivés.
- **Écosystème d'acteurs** compétents **engagés** dans un système alimentaire durable.
- Soutien technique et financier solide de la part des **organisations internationales**.

FAIBLESSES

- Peu de **soutien de l'État** aux petits agriculteurs.
- **Subventionnement du pain** : qualité nutritionnelle limitée et gaspillage important.
- Pas de **système public structuré d'aide alimentaire**, ni d'incitation aux dons.
- Multiplication des **intermédiaires** entre le producteur et le consommateur.
- Pas de système de **tri et de recyclage** des déchets organiques géré par la municipalité de Tunis.

OPPORTUNITÉS

- Émergence de nouvelles **ONG** en faveur de l'accès de tous à une alimentation durable.

MENACES

- **Dissolution du conseil municipal** de Tunis par le président en mars 2023.

CONCLUSIONS

>> CONTRIBUTION DES INITIATIVES DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DE TUNIS AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES (ODD)

Methodologie

- Identification de 11 champs d'action en faveur de systèmes alimentaires territoriaux durables.
- Répartition des 17 ODD selon les 4 dimensions de la durabilité d'un système alimentaire (voir schéma proposé).
- Évaluation qualitative de la contribution des initiatives de systèmes alimentaires locaux à chacune des dimensions sur la base des entretiens réalisés, des éléments bibliographiques et des initiatives identifiées.
- L'évaluation consiste en l'attribution d'une note de 1 à 4 ou 5, un point étant attribué pour chaque ODD abordé.

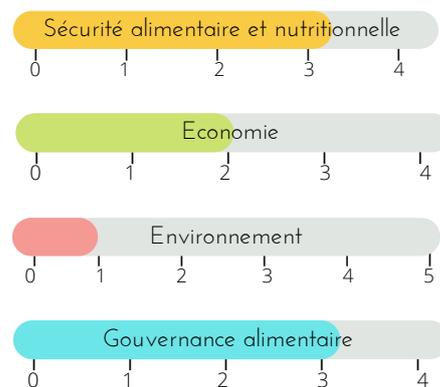


Plus d'informations sur la méthodologie utilisée dans le guide méthodologique "[Mettre en action les objectifs de développement durable de l'ONU par les projets alimentaires territoriaux](#)"

Contribution

18 initiatives identifiées à Tunis :

- Valorisation des produits locaux par la transformation agroalimentaire : 0
- Développement de chaînes de valeur courtes : 5
- Education à une alimentation saine et respectueuse du climat : 2
- Valorisation du patrimoine local : 1
- Soutien financier à l'agriculture biologique ou durable : 1
- Insécurité alimentaire et cohésion sociale : 2
- Gestion des déchets alimentaires et lutte contre le gaspillage alimentaire : 1
- Gouvernance alimentaire locale : 2
- Protection et valorisation des terres agricoles : 0
- Cantines durables : 0
- Agriculture urbaine : 4



RECOMMANDATIONS & OPPORTUNITÉS DE COOPÉRATION

#1

Encourager la création de coopératives agricoles par des mesures incitatives et en montrant des exemples réussis venus d'ailleurs.

- **Cibles** : Ministère de l'Agriculture, Association tunisienne de permaculture.
- **Exemples** : Centre de développement social et économique de Palestine, Coopérative Timouras - Coopérative de jeunes producteurs de câpres et de figues dans la province de Taounate (Maroc).

#2

Créer une pépinière municipale pour fournir en semences et plants de légumes les jardins publics, écoles et ménages disposant d'un jardin.

- **Cible** : Municipalité de Tunis.
- **Exemple** : Pépinière potagère de quartier, Ivry-sur-Seine (France).

#3

Expérimenter le système de garantie participative pour valoriser la production agroécologique des petits producteurs.

- **Cibles** : Association tunisienne de permaculture, Municipalité de Tunis, Ministère de l'Agriculture.
- **Exemple** : Système de garantie participative des marchés paysans du RIAM (Maroc).

#4

Limiter l'accès aux marchés municipaux aux petits producteurs nourriciers par le biais d'une charte des marchés de producteurs.

- **Cibles** : Municipalité de Tunis.
- **Exemple** : Marque "Marchés de producteurs de pays" des Chambres d'Agriculture (France)

#5

Expérimenter un partenariat public-privé pour la gestion du parc urbain d'El Mourouj2 : jardins partagés, espace de formation à l'agroécologie, etc.

- **Cible** : Association El Mourouj2, Municipalité de Tunis.
- **Exemple** : Association "Les Jardins Nourriciers" (Drôme, France), "Gradske Baste" - jardins urbains à Banja Luka (Bosnie-Herzégovine).

#6

Mettre en place un cadre réglementaire incitatif pour établir un système national d'aide alimentaire opérationnel

- **Cible** : Gouvernement tunisien et Assemblée nationale.
- **Exemple** : En France, loi Garot (2016), loi EGalim (2018).

BIBLIOGRAPHIE

- (1) Wikipedia, 2002. Tunisie – Wikipédia. Wikipédia, l'encyclopédie libre [En ligne]. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tunisie>
- (2) Commune de Tunis, 2023. Plan d'ensemble de la municipalité de Tunis [En ligne]. Disponible sur : commune-tunis.gov.tn
- (3) Mestiri, J., 2022. Des chiffres ahurissants - La Presse de Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://lapresse.tn/136647/des-chiffres-ahurissants/>
- (4) Ben Abderrazek, 2022. Rapport international : 12,6% des Tunisiens souffrent d'insécurité alimentaire grave - Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://www.tunisienumerique.com/rapport-international-126-des-tunisiens-souffrent-dinsecurite-alimentaire-grave/#:~:text=Les%20chiffres%20obrossent%20un%20sombre,de%20plus%20qu'en%202019>
- (5) UFE, 2023. Habitudes alimentaires en Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://ufe.org/dossier-pays/tunisie/habitudes-alimentaires-en-tunisie/>
- (6) Zouhaier K. Évolution de l'alimentation tunisienne et impact sur la santé. Société Tunisienne D [En ligne]. Disponible sur : <https://stim-tunis.tripod.com/FMC/Alimentation.htm#DIETE%20TUNISIENNE%20AUTHENTIQUE>
- (7) Bergaoui R., 2021. Tunisie . Leaders. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.leaders.com.tn/article/31431-tunisie-sante-alimentation-et-strategies-agricoles>
- (8) Hassaini S., 2017. Obésité et malbouffe en Tunisie - BBC News Afrique. BBC News Afrique.
- (9) Tanitjobs, 2019. Le secteur de l'agriculture en Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://www.tanitjobs.com/blog/170/Le-secteur-de-l-agriculture-en-Tunisie.html/>
- (10) Awex Export, 2020. Investir en Tunisie : L'Agroalimentaire [En ligne]. Disponible sur : <https://www.awex-export.be/fr/medias/investir-en-tunisie-l-agroalimentaire>
- (11) Wikipedia, 2012. Agriculture en Tunisie – Wikipédia. Wikipédia, l'encyclopédie libre [En ligne]. Disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Agriculture_en_Tunisie#cite_ref-1
- (12) Chahed J., 2013. L'eau en Tunisie. [En ligne]. Disponible sur : https://www.pseau.org/outils/ouvrages/enit_l_eau_en_tunisie_2012.pdf
- (13) Kechiche S., 2019. Gaspillage alimentaire – Signature de deux chartes nationales : Une catastrophe planétaire | La Presse de Tunisie. La Presse de Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://lapresse.tn/17838/gaspillage-alimentaire-signature-de-deux-chartes-nationales-une-catastrophe-planetaire-2/>
- (14) The Switchers, 2016. The Switchers. La coopérative des consommateurs responsables [En ligne]. Disponible sur : <https://www.theswitchers.eu/fr/switchers/une-cooperative-dediee-a-la-promotion-dune-consommation-responsable/>
- (15) Biodev2030, 2021. Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://www.biodev2030.org/pays/tunisie/>
- (16) Biodev2030, 2021. Étude portant sur l'identification des moteurs de la perte de biodiversité [En ligne]. Disponible sur : <https://www.biodev2030.org/wp-content/uploads/2022/03/E%CC%81valuation-des-menaces-pesant-sur-la-biodiversite-nationale-en-Tunisie.pdf>
- (17) Bergaoui R., 2021. Finis ton assiette, ce n'est pas bien de gaspiller de la nourriture ! Leaders. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.leaders.com.tn/article/31544-finis-ton-assiette-ce-n-est-pas-bien-de-gaspiller-de-la-nourriture>
- (18) Pertes et gaspillages alimentaires, 2021. Représentation permanente de la France auprès de l'ONU à Rome. [En ligne]. Disponible sur : <https://onu-rome.delegfrance.org/Pertes-et-gaspillages-alimentaires>
- (19) TV5MONDE, 2022. La Tunisie prévoit une révision des subventions aux produits de base [En ligne]. Disponible sur : <https://information.tv5monde.com/afrique/la-tunisie-prevoit-une-revision-des-subventions-aux-produits-de-base-459868>
- (20) Mornagui E., 2022. Levée des subventions aux produits de base : Quand l'austérité crée la précarité. inkyfada.com, média indépendant basé à Tunis. [En ligne]. Disponible sur : <https://inkyfada.com/fr/2022/09/02/levee-des-subventions-de-base-en-tunisie/>
- (21) TV5MONDE, 2022. La Tunisie prévoit une révision des subventions aux produits de base [En ligne]. Disponible sur : <https://information.tv5monde.com/afrique/la-tunisie-prevoit-une-revision-des-subventions-aux-produits-de-base-459868>
- (22) Boulila G., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Ghazi Boulila, économiste, professeur à l'école supérieure de Tunis.
- (23) Agence Anadolu, 2021. Tunisie : versement d'aides exceptionnelles au profit de 668 000 familles démunies [En ligne]. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tunisie-versement-daides-exceptionnelles-au-profit-de-668-000-familles-demunies/2383818#:~:text=Le%20ministere%20tunisien%20des%20Affaires,septembre%20au%2005%20octobre%202021>
- (24) Shems FM Live, 2022. Le système de subvention des céréales en Tunisie a atteint le point de non-retour [En ligne]. Disponible sur : https://www.shemsfm.net/amp/fr/actualites_tunisie-news_news-nationales/378755/bm-le-systeme-de-subvention-des-cereales-en-tunisie-a-atteint-le-point-de-non-retour
- (25) Banque mondiale, 2014. Libérer le potentiel de l'agriculture afin de dynamiser la croissance dans les régions de l'intérieur [En ligne]. Disponible sur : https://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/the_unfinished_revolution_fre_chap2.pdf
- (26) Chebbi H. E., 2019. Rapport de synthèse sur l'agriculture en Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://hal.science/hal-02137636/document>
- (27) Business News, 2022. Un prêt de 150 millions d'euros accordé par la BEI pour la sécurité alimentaire en Tunisie. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.businessnews.com.tn/un-pret-de-150-millions-deuros-accorde-par-la-bei-pour-la-securite-alimentaire-en-tunisie,520,125308,3>
- (28) Jamaiti, 2021. Un Repas Pour Chaque Tunisien [En ligne]. Disponible sur : <https://jamaiti.org/association/un-repas-pour-chaque-tunisien/#:~:text=L'association%20«%20Un%20Repas%20Pour,accès%20à%20des%20repas%20gratuits>
- (29) Banque Alimentaire Durable, 2020. Page Facebook. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.facebook.com/BanqueAlimentaireDurable/>
- (30) Europages, 2022. Tunisie Distributeur agroalimentaire [En ligne]. Disponible sur : <https://www.europages.fr/entreprises/tunisie/distributeur-agroalimentaire.html>
- (31) Zoominfo, 2022. Search Food, Beverages & Tobacco Companies in Tunis [En ligne]. Disponible sur : <https://www.zoominfo.com/companies-search/location-tunisia-tunis-industry-food-beverages-tobacco?pageNum=2>
- (32) Sdvtunisie, 2022. Diagnostic concerté de la Ville de Tunis - Stratégie de Ville de Tunis [En ligne]. Disponible sur : https://sdvtunisie.tn/ova_doc/diagnostic-concerte-de-la-ville-de-tunis/
- (33) Baouendi A., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Abdelkader Baouendi, expert à ONU Habitat Tunisie.
- (34) Observatoire National de l'Agriculture, 2017. [En ligne] Disponible sur : [http://www.onagri.tn/uploads/dash-board/Tableau_de_bord_t2-1\).pdf](http://www.onagri.tn/uploads/dash-board/Tableau_de_bord_t2-1).pdf)
- (35) Bretagne Commerce International. Développement international des entreprises en région Bretagne - Bretagne Commerce International [En ligne]. Disponible sur : <https://www.bretagnecommerceinternational.com/?pdf=&1&action=print&ids=89677&title=Le%20secteur%20des%20viandes%20cuisin%C3%A9es%20en%20Tunisie>
- (36) Friedrich-Ebert-Stiftung, 2020. Guide pratique du conseiller municipal. Bureau Tunisie [En ligne]. Disponible sur : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/16402.pdf>
- (37) Let's Food, 2021. Pour un système alimentaire durable et équitable - Sfax Tunisie, Let's Food Cities [En ligne]. Disponible sur : https://www.letsfood.fr/_files/ugd/c96d90_41a5bf2cb7dd4977baa0eb0259204054.pdf
- (38) Food Systems Summit Dialogues, 2021. [En ligne]. Disponible sur : <https://summitdialogues.org/dialogue/22925/official-feedback-22925-fr.pdf?#t=1628625380>
- (39) FAO, 2022. Assessment of retail food environments and green spaces for healthy cities. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.fao.org/3/cc0191en/cc0191en.pdf>
- (40) Bergaoui R., 2020. Tunisie : Sauvons notre pain. Leaders [En ligne]. Disponible sur : <https://www.leaders.com.tn/article/29222-sauvons-notre-pain>
- (41) BNP Paribas, 2023. Les circuits de distribution en Tunisie - Les circuits de distribution [En ligne]. Disponible sur : <https://m.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/importer-exporter/tunisie/distribuer-un-produit>
- (42) Bergaoui R., 2022. Tunisie : Une stratégie pour atteindre notre autosuffisance en blé dur ? Leaders. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.leaders.com.tn/article/33260-tunisie-une-strategie-pour-atteindre-notre-autosuffisance-en-ble-dur>

- (45) ADVI, 2018. Analyse des instruments de financement du Secteur Agricole en Tunisie [En ligne]. Disponible sur : https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2018/05/TUN_Analyse-des-Instruments-de-Financement-du-Secteur-Agricole_2018.pdf
- (46) Banque mondiale, 2022. Recyclage des eaux usées en Tunisie : une mer plus propre et de l'eau pour les agriculteurs [En ligne]. Disponible sur : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2022/08/30/tunisia-recycled-wastewater-cleans-up-the-sea-provides-water-for-farming>
- (47) République de Tunisie. Compétences de la municipalité [En ligne]. Disponible sur : <http://www.commune-tunis.gov.tn/publish/content/default.asp?lang=fr>
- (48) Haddad N., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Naoufel Haddad, président de Tunisia Coop.
- (49) Khaldi R., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Raoudha Khaldi, consultante indépendante, anciennement directrice de recherche à l'INRA de Tunisie.
- (50) Bettaieb A., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Adel Bettaieb, directeur de voiries, des parcs et des espaces verts, Municipalité de Tunis.
- (51) Elati J., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Jalila Elati, Cheffe de Service "Etudes et Planification", Institut National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire.
- (52) Taieb B., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Benmiled Taieb, co-fondateur, GDA Sidi Amor.
- (53) Ktayfi C., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Chaima Ktayfi, secrétaire, association Zéro Waste Tunisie.
- (54) Mabourk D., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Dalia Mabrouk, Projet CLIMA (Cleaning innovative mediterranean Action), ONG COSPE.
- (55) Azzabi A., 2023. Entretien réalisé par Let's Food en avril 2023 avec Adel Azzabi, président, association El Mourouj2.
- (56) Organisation Mondiale de la Santé, 2016. Tunisie [en ligne]. Disponible sur : https://cdn.who.int/media/docs/default-source/country-profiles/diabetes/tun-fr.pdf?sfvrsn=3a579505_38&download=true
- (57) Mzalouat H., Khadhraoui M., Ban Hamadi M., 2021. Vivre avec moins de 5 dinars par jour, cartographie de la pauvreté en Tunisie [en ligne]. Disponible sur : <https://inkyfada.com/fr/2021/08/18/vivre-moins-5-dinars-jours-carte-pauvrete-tunisie/>
- (58) Institut national de la statistique, 2023. Indice des prix à la consommation - février 2023 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.ins.tn/publication/indice-des-prix-la-consommation-fevrier-2023>
- (59) Dhamani F., 2022. Tunisie : du « grenier à blé de Rome » au pays des pénuries [en ligne]. Disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com/1361271/politique/tunisie-du-grenier-a-ble-de-rome-au-pays-des-penuries/>
- (60) TV5Monde, 2023. Tunisie : des restrictions dans l'utilisation d'eau pour faire face à la sécheresse [en ligne]. Disponible sur : <https://information.tv5monde.com/environnement/tunisie-des-restrictions-dans-lutilisation-deau-pour-faire-face-la-secheresse-2198495>
- (61) Fixant M., 2022. Limitation de la culture de la pastèque: des mesures entrent en vigueur à Zagora [en ligne]. Disponible sur : <https://snrtnews.com/fr/article/limitation-de-la-culture-de-la-pastegue-des-mesures-entrent-en-vigueur-a-zagora-58104>
- (62) Elloumi M., 2011. Agriculture périurbaine et nouvelles fonctions du foncier rural en Tunisie [en ligne]. Disponible sur : <https://om.ciheam.org/om/pdf/b66/O0801381.pdf>
- (63) BNP Paribas, 2020. Tunisie : Le transport de marchandises [en ligne]. Disponible sur : <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/importer-exporter/tunisie/organiser-le-transport-de-marchandises>
- (64) Institut Tunisien des Études Stratégiques, 2017. La sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie [en ligne]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/346399167_Revue_strategique_sur_la_securite_alimentaire_et_nutritionnelle_en_Tunisie
- (65) El Harizi K., Sparacino C. et Ben M'barek S., 2019. Tunisie, quel avenir pour les coopératives agricoles ? [en ligne]. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/ca2848fr/CA2848FR.pdf>
- (66) S.H., 2012. Les secteurs agricole et agroalimentaire : importance socioéconomique et impact environnemental [en ligne]. Disponible sur : <https://www.leaders.com.tn/article/9064-les-secteurs-agricole-et-agroalimentaire-importance-socioeconomique-et-impact-environnemental>
- (67) Ministère des Affaires Locales et l'Environnement, 2012. Émission de gaz à effet de serre de la Tunisie [en ligne]. Disponible sur : http://www.anme.tn/sites/default/files/emissions_de_gaz_a_effet_de_serre_tunisie.pdf
- (68) Onagri, 2019. Le secteur de l'agriculture biologique en chiffres [en ligne]. Disponible sur : <http://www.onagri.tn/uploads/images/filieres/bio/mai2019/Fiche-indicateur-BIO-MAi2019.pdf>
- (69) Jribi S., Ben Ismail H., Dogue D., Debbabi H., 2020. COVID-19 virus outbreak lockdown: What impacts on household food wastage? [en ligne]. Disponible sur : <https://link.springer.com/article/10.1007/s10668-020-00740-y>
- (70) Institut national de la Consommation, 2020. Stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire dans la municipalité de Tunis pour la période 2020-2025.
- (71) Deepak R., 2019. Climate change is affecting crop yields and reducing global food supplies [en ligne]. Disponible sur : <https://theconversation.com/climate-change-is-affecting-crop-yields-and-reducing-global-food-supplies-118897>
- (72) Ben Hamadi M., 2023. Dans la Tunisie de Kais Saïed, « c'est l'arbitraire qui règne » [en ligne]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/20/dans-la-tunisie-de-kais-saied-c-est-l-arbitraire-qui-regne_6170260_3212.html
- (73) LePointAfrique, 2023. Tunisie : le président Kais Saïed dit « non » au FMI [en ligne]. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/afrique/tunisie-le-president-kais-saied-dit-non-au-fmi-07-04-2023-2515347_3826.php

